

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 mai 2024

RAPPORT ANNUEL 2023
DE LA BANQUE NATIONALE
DE BELGIQUE

Audition de M. Pierre Wunsch,
gouverneur de la BNB

Rapport

fait au nom de la commission
des Finances et du Budget
par
M. Marco Van Hees

Sommaire	Pages
I. Exposé introductif.....	3
II. Questions des membres	3
III. Réponses du gouverneur de la Banque nationale de Belgique.....	16
IV. Répliques des membres et du gouverneur de la Banque nationale de Belgique	20
Annexe: présentation PowerPoint de la BNB.....	22

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 mei 2024

HET JAARVERSLAG 2023
VAN DE NATIONALE BANK
VAN BELGIË

Hoorzitting met de heer Pierre Wunsch,
gouverneur van de NBB

Verslag

namens de commissie
voor Financiën en Begroting
uitgebracht door
de heer Marco Van Hees

Inhoud	Blz.
I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Vragen van de leden	3
III. Antwoorden van de gouverneur van de Nationale Bank van België.....	16
IV. Replieken van de leden en de gouverneur van de Nationale Bank van België	20
Bijlage: powerpointpresentatie NBB	41

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Marie-Christine Marghem

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Peter De Roover, Sander Loones, Wim Van der Donckt
Ecolo-Groen	Cécile Cornet, Dieter Vanbesien, Gilles Vanden Burre
PS	Hugues Bayet, Malik Ben Achour, Ahmed Laaouej
VB	Kurt Ravyts, Wouter Vermeersch
MR	Marie-Christine Marghem, Benoît Piedboeuf
cd&v	Wouter Beke
PVDA-PTB	Marco Van Hees
Open Vld	Vincent Van Quickenborne
Vooruit	Joris Vandenbroucke

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Peter Buysrogge, Kathleen Depoorter, Michael Freilich, Tomas Roggeman
N. , Wouter De Vriendt, Stefaan Van Hecke, Albert Vicaire
Mélissa Hanus, Christophe Lacroix, Patrick Prévot, Sophie Thémont
Steven Creyelman, Erik Gilissen, Reccino Van Lommel
Emmanuel Burton, Florence Reuter, Vincent Scourneau
Hendrik Bogaert, Leen Dierick
Steven De Vuyst, Peter Mertens
Egbert Lachaert, Christian Leysen
Melissa Depraetere, Vicky Reynaert

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

La commission des Finances et du Budget a organisé cette audition au cours de sa réunion du 20 mars 2024.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

Pour l'exposé introductif de M. Pierre Wunsch, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, il est renvoyé à la présentation en annexe.

II. — QUESTIONS DES MEMBRES

M. Peter De Roover (N-VA) retient de l'exposé introductif que la Belgique n'est pas capable de résister aux chocs et qu'elle prend des risques qu'elle ne peut pas se permettre.

Il retient également l'étonnante croissance des investissements réalisés par les entreprises. La pénurie de main d'œuvre et les prix élevés de l'énergie incitent manifestement celles-ci à prendre des initiatives. Deux types d'investissements semblent être réalisés: d'une part, ceux visant à aller de l'avant et, d'autre part, ceux visant à éviter de régresser. Cela revient somme toute au même, puisque les crises représentent des défis.

Par ailleurs, on peut s'étonner que la demande intérieure ait largement contribué à soutenir la croissance en Belgique, dont l'économie est pourtant très ouverte. Le gouverneur s'attend-il à ce que le ralentissement de la croissance ou la récession en Allemagne produise des effets en Belgique?

M. Wunsch a indiqué que l'indexation automatique renforçait le handicap salarial. Les actuelles négociations salariales à l'étranger effacent (partiellement) ce handicap, de sorte que la situation devrait se rétablir dans les trois ans qui viennent. La Belgique est en avance sur les pays voisins en raison de la particularité que constitue l'indexation automatique, après quoi ceux-ci la rattrapent progressivement. Quel est l'impact de cet effet accordéon?

En outre, certaines institutions comme la Banque centrale européenne (BCE) calquent leurs politiques sur le modèle appliqué dans d'autres pays et non sur le cas exceptionnel de la Belgique. Ces politiques sont-elles dès lors favorables à la Belgique?

DAMES EN HEREN,

De commissie voor Financiën en Begroting heeft deze hoorzitting gehouden tijdens haar vergadering van woensdag 20 maart 2024.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

Voor de inleidende uiteenzetting van de heer Pierre Wunsch, gouverneur van de Nationale Bank van België, wordt verwezen naar de presentatie die als bijlage gaat.

II. — VRAGEN VAN DE LEDEN

De heer Peter De Roover (N-VA) onthoudt uit de inleidende uiteenzetting dat België niet bestand is tegen schokken en dat ons land risico's neemt die het zich niet kan veroorloven.

Voorts werd gewezen op de verrassende groei van de bedrijfsinvesteringen. Het tekort aan arbeidskrachten en de hoge energieprijzen dwingen kennelijk tot initiatieven. Er lijken twee types investeringen plaats te vinden: enerzijds om vooruitgang te boeken en anderzijds om achteruitgang te voorkomen. Dat kan op hetzelfde neerkomen, aangezien crisissen uitdagingen zijn.

Voorts valt op dat de binnenlandse vraag in België een belangrijk groei-ondersteunend element is geweest. Dat is een verrassend effect voor een dermate open economie. Verwacht de gouverneur effecten van de groeivertraging of van de recessie in Duitsland?

De heer Wunsch gaf mee dat de loonhandicap groeit door de automatische indexering. Loononderhandelingen in het buitenland werken die achterstand opnieuw (gedeeltelijk) weg, waardoor de situatie over een drietal jaar is rechtgetrokken. België loopt door de uitzonderlijke situatie van de automatische indexering voor op de buurlanden, waarna die langzaam bijbenen. Hoe wordt dit harmonica-effect ingeschat?

Bovendien stemmen instellingen zoals de Europese Centrale Bank (ECB) hun beleid wellicht af op het model zoals dat in andere landen bestaat, en niet op de Belgische uitzonderingssituatie. Komt dit beleid België dan ten goede?

Par ailleurs, la question rhétorique a été posée de savoir s'il est encore réaliste de penser que l'Europe peut imposer ses normes à l'échelle mondiale. Le monde devient de plus en plus transactionnel, alors que l'approche de l'Europe est fondée sur le respect de la règle (*rule based approach*). C'est ainsi que les normes en matière de production d'énergie (notamment l'interdiction de l'extraction de gaz de schiste) entraînent des prix du gaz six fois plus élevés qu'aux États-Unis. Dans quelle mesure peut-on se permettre de continuer à penser d'une manière qui n'impressionne plus guère le reste du monde? Ne se tire-t-on pas une balle dans le pied?

L'écart en matière d'emploi en Belgique a également été souligné. Ce problème est mis en exergue chaque année, mais le mouvement de rattrapage de Bruxelles et de la Wallonie est tout sauf spectaculaire.

S'agissant des banques, l'année 2023 a été bonne en termes de rentabilité. Comment situer ce résultat dans une perspective historique et sur le plan géographique? Cette bonne année est-elle exceptionnelle par rapport aux pays voisins et aux autres années? M. Wunsch a indiqué qu'il existait une certaine marge pour relever les taux des comptes d'épargne. Cela ne s'est guère vérifié en pratique. D'autre part, le monde politique donne parfois l'impression à l'épargnant qu'il peut attendre des rendements élevés. De quelle marge les banques disposent-elles? Une réponse à cette question permettrait de mettre l'avantage concret pour l'épargnant en perspective et de modérer ainsi quelque peu les attentes excessives. Cet avantage n'est peut-être pas un facteur déterminant pour le pouvoir d'achat de la population.

L'orateur a également souligné l'importance de la résilience des banques. Les obligations en matière de constitution de réserves et de stabilité du système bancaire sont cruciales pour l'économie. Le succès du bon d'État, dont l'impact s'est particulièrement fait sentir auprès des petites banques de détail, soulève des questions à cet égard. L'argent collecté étant affecté au financement du déficit public, il y a un transfert du marché privé au secteur public.

L'intervenant remercie ensuite M. Wunsch pour son analyse concernant le choix d'isoler son logement et les effets de ce choix. L'ordre de grandeur de ces effets et le coût des travaux doivent toutefois être estimés avec réalisme.

Par ailleurs, le potentiel de croissance dépend des gains de productivité. Cela implique que le choix de la décroissance placerait un accent très fort sur les économies et sur la réduction des dépenses publiques. Par contre, un scénario de croissance permet de réduire la

Voorts werd de retorische vraag gesteld of het nog realistisch is dat Europa zijn normen wereldwijd kan opleggen. De wereld wordt steeds meer transactioneel, terwijl Europa *rule based* werkt. Zo leiden de normen op het vlak van energieopwekking (met name het uitsluiten van schaliegaswinning) ertoe dat de gasprijzen zes keer hoger liggen dan in de Verenigde Staten. In welke mate kan men zich veroorloven vast te houden aan een denkpatroon dat wereldwijd nog weinig indruk maakt? Schaadt men zichzelf niet?

Vervolgens werd gewezen op de werkgelegenheidskloof binnen België. Jaar na jaar wordt dit probleem herhaald, maar de inhaalbeweging van Brussel en Wallonië is allerminst spectaculair.

Wat de banken betreft, was 2023 een goed jaar qua rentabiliteit. Hoe dient men dat historisch en geografisch te duiden? Is het goede jaar uitzonderlijk ten opzichte van de buurlanden en andere jaren? De heer Wunsch stipte aan dat er enige ruimte was om een betere vergoeding op de spaarrekeningen te bieden. Veel was daar in de praktijk niet van te merken. Anderzijds wordt door de politiek soms de indruk gewekt dat er grote bedragen liggen te wachten op de spaarder. Hoeveel ruimte hebben de banken? Een antwoord op die vraag zou het concrete voordeel voor de spaarder in perspectief kunnen plaatsen, wat de buitensporige verwachtingen enigszins kan temperen. Dit voordeel is wellicht geen doorslaggevende factor voor de koopkracht van de bevolking.

Het belang van de weerbaarheid van de banken werd eveneens benadrukt. De verplichtingen op het vlak van reserveopbouw en de stabiliteit van het bankensysteem zijn van het grootste belang voor de economie. Het succes van de staatsbon, waarvan de impact in het bijzonder voelbaar was voor kleinere retailbanken, roept in dat verband vraagtekens op. Met het opgehaalde geld wordt het overheidstekort gefinancierd, waardoor een verschuiving van de private markt naar de overheid plaatsvindt.

De spreker bedankt de heer Wunsch vervolgens voor zijn bespreking van de keuze voor woningisolatie en het effect daarvan. De grootteorde van het effect en de kostprijs dienen echter realistisch ingeschat te worden.

Voorts is het groeipotentieel afhankelijk van de productiviteitsstijging. Dat impliceert dat een keuze voor *degrowth* de focus zeer sterk op besparingen en het verminderen van de overheidsuitgaven zou leggen. Een groeiscenario biedt daarentegen de mogelijkheid om de

dette publique. Il s'agit en tout cas d'une perspective plus agréable que celle de devoir réduire la voilure.

L'accent mis sur l'enseignement par le gouverneur de la BNB tient particulièrement à cœur à l'intervenant. Il espère que le virage a été entamé dans ce domaine.

M. Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) relève que l'exposé de M. Wunsch s'inscrit dans la même ligne que les explications qui avaient accompagné les rapports annuels de la BNB des années précédentes.

L'un des constats opérés était que l'Europe se trouve prise en étau entre, d'une part, les États-Unis, où les prix de l'énergie sont bas et attirent les industries à forte intensité énergétique, et, d'autre part, la Chine, qui est dotée d'une importante force de production dans les infrastructures vertes (voitures électriques, éoliennes et panneaux solaires). Les prix du gaz aux États-Unis sont effectivement en partie artificiels et ne pourront être maintenus à long terme. Compte tenu de l'évolution vers un monde neutre en CO₂, il reste essentiel d'investir davantage en Europe dans un déploiement plus rapide de l'énergie renouvelable – qui est l'énergie la moins chère sur le marché à l'heure actuelle – combinée à la capacité des batteries.

La transition doit en effet être envisagée de manière réaliste, secteur par secteur. Mais la situation inconfortable dans laquelle l'Europe se trouve à l'heure actuelle, face aux deux grandes puissances susmentionnées, ne doit pas l'inciter à remettre en question ses objectifs à l'horizon 2050.

Il convient par ailleurs de protéger le marché européen contre les produits des entreprises chinoises dont le prix est moins élevé grâce aux aides d'État, comme ce fut le cas des bus électriques commandés par De Lijn. Cette question devra être réglée au niveau européen. Quels sont, selon M. Wunsch, les moyens de protéger l'industrie européenne face à la Chine et aux États-Unis sans céder à un nivellement par le bas? L'Europe doit-elle ou non faire preuve de davantage de protectionnisme?

L'intervenant note ensuite que la croissance a été plus forte en Belgique que dans les pays voisins en 2023, même s'il ne faut pas se laisser aveugler par les chiffres concernés. Cette croissance est liée à la demande intérieure. L'intervenant suppose que l'explication réside dans l'indexation des salaires: le pouvoir d'achat a été mieux protégé en Belgique qu'ailleurs. Par conséquent, une tendance inverse pourrait se dessiner dans les années à venir, car d'autres pays rattraperont leur retard salarial. Ce scénario est-il plausible?

hoge overheidsschuld te milderen. Het is in elk geval een aangenamer perspectief dan de koek te verkleinen.

De klemtoon van de gouverneur van de NBB op onderwijs ligt de spreker eveneens na aan het hart. Hij hoopt dat de bocht op dat vlak is ingezet.

De heer Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) stelt vast dat de uiteenzetting gelijkloopt met de toelichtingen bij het jaarverslag van de NBB van de voorbije jaren.

Een van de vaststellingen luidde dat Europa vandaag geprangd zit tussen de Verenigde Staten, met zijn lage energieprijzen die energie-intensieve industrie aantrekken, en China, met zijn grote productiekraft op het vlak van groene infrastructuur (elektrische wagens, windmolens en zonnepanelen). De gasprijzen in de VS zijn inderdaad deels artificieel en op lange termijn niet houdbaar. Gezien de evolutie naar een CO₂-neutrale wereld, blijft het belangrijk dat men in Europa blijft investeren in een versnelde uitrol van hernieuwbare energie – de goedkoopste energie die vandaag op de markt is – in combinatie met batterijcapaciteit.

De transitie dient inderdaad per sector op een realistische manier bekeken te worden. Toch hoeft Europa niet aan zijn doelstellingen richting 2050 te twijfelen, ondanks het feit dat het momenteel tussen de twee genoemde grootmachten geprangd zit.

Daarnaast moet de Europese markt beschermd worden tegen producten van Chinese bedrijven die lagere prijzen kunnen aanbieden dankzij staatssteun, zoals de elektrische bussen die door De Lijn besteld werden. Dat zal op Europees niveau geregeld moeten worden. Wat is de mening van de heer Wunsch over de bescherming van de Europese industrie ten opzichte van China en de Verenigde Staten, zonder in een *race to the bottom* terecht te komen? Dient Europa zich al dan niet protectionistisch op te stellen?

Daarnaast onthoudt de spreker de sterkere Belgische groeicijfers in vergelijking met de buurlanden in 2023, hoewel men zich daar niet op mag blindstaren. Die groei houdt verband met de binnenlandse vraag. De spreker gaat ervan uit dat de loonindexering daaraan ten grondslag ligt: de koopkracht werd in België beter beschermd dan elders. Het gevolg kan zijn dat de komende jaren een omgekeerde trend zichtbaar wordt, aangezien andere landen hun loonachterstand zullen inlopen. Is dat een mogelijk scenario?

En outre, c'est probablement par chance que les prix du gaz ont baissé au bon moment, comme l'a souligné le gouverneur de la BNB.

Concernant les mises en garde de M. Wunsch sur les finances publiques, M. Vanbesien pose quelques questions sur l'équilibre entre épargne et investissement. Si le retour sur investissement dépassait les charges d'intérêt à moyen terme, il y aurait effectivement lieu de consentir des investissements. Le professeur Paul De Grauwe (*London School of Economics and Political Science*) affirme même que ne pas consentir d'investissements dans un tel cas de figure serait une erreur impardonnable. Qu'en pense le gouverneur de la BNB?

Il a également été indiqué que les institutions financières se portent bien. Les bénéfices engrangés par les banques sont en effet impressionnants. Les modifications apportées aux exigences de liquidité portent également leurs fruits sur le plan structurel.

Enfin, des chiffres ont été récemment publiés sur la nouvelle flambée de l'inflation en Belgique, que l'on observe également ailleurs en Europe. Quelles sont les prévisions en la matière? Cette hausse de l'inflation pourrait-elle influencer sur la baisse des taux évoquée par la BCE pour juin 2024? La BNB avait prédit que l'inflation connaîtrait une hausse de courte durée: la hausse actuelle est-elle conforme aux prévisions et y a-t-il lieu de supposer qu'elle sera anecdotique au regard de la tendance générale?

M. Wouter Vermeersch (VB) formule plusieurs questions et observations concernant les taux d'intérêt, l'inflation, le budget, les impôts, la productivité et les comptes d'épargne.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, M. Wunsch a fait référence aux déclarations de la présidente de la BCE, Mme Christine Lagarde, selon lesquelles une baisse des taux d'intérêt en juin 2024 n'est pas à exclure. Il a par ailleurs été souligné que la baisse des taux d'intérêt sera plus lente que ne l'a été la hausse de ces taux. Le gouverneur de la BNB exclut-il que les taux d'intérêt baissent encore à plusieurs reprises cette année?

M. Wunsch a évoqué la nécessité de maîtriser la hausse des salaires. La croissance actuelle des salaires, qui est d'environ 4 %, devrait être ramenée à 2 ou 3 %.

En ce qui concerne l'inflation, M. Vermeersch souligne le rattrapage en matière de salaires dans les pays européens. Notre pays connaît tout à coup une poussée d'inflation, alors que la Belgique a enregistré des hausses de salaires nettement plus tôt que ses voisins en raison

Daarnaast was er wellicht enig geluk gemoeid met de daling van de gasprijzen op het juiste moment, zoals de gouverneur van de NBB aangaf.

Inzake de waarschuwingen van de heer Wunsch in verband met de overheidsfinanciën, stelt de heer Vanbesien enkele vragen over het evenwicht tussen besparingen en investeringen. Indien op middellange termijn de return hoger ligt dan de rentelasten, zou er wel degelijk geïnvesteerd moeten worden. Professor Paul De Grauwe (*London School of Economics and Political Science*) stelt zelfs dat het een onvergeeflijke fout zou zijn om dat soort investeringen niet te doen. Wat is de visie van de gouverneur van de NBB op deze bemerkingen?

Verder werd aangestipt dat de financiële instellingen het goed doen. De winsten van de banken zijn inderdaad opvallend. Ook structureel werpen de aanpassingen van de liquiditeitsvereisten hun vruchten af.

Tot slot werden recent cijfers bekend over de opnieuw sterk stijgende inflatie in België. Ook elders in Europa is dat het geval. Hoe wordt deze evolutie ingeschat? Kan dat een impact hebben op de door de ECB voor juni 2024 gesuggereerde renteverlaging? De NBB had een korte inflatieopstoot voorspeld: volgt de huidige evolutie de verwachtingen en wordt ervan uitgegaan dat dit maar een kleinigheid is in de algemene tendens?

De heer Wouter Vermeersch (VB) overloopt enkele vragen en opmerkingen over de rentes, de inflatie, de begroting, de belastingen, de productiviteit en de spaarrekeningen.

Inzake de rente verwees de heer Wunsch naar de uitspraken van mevrouw Christine Lagarde, voorzitter van de ECB, aangaande een rentedaling die in juni 2024 niet uitgesloten wordt. Er werd daarnaast gezegd dat een rentedaling minder snel zal verlopen dan dat ze werd opgetrokken. Sluit de gouverneur van de NBB uit dat er dit jaar nog meerdere rentedalingen kunnen plaatsvinden?

De heer Wunsch haalde aan dat de stijging van de lonen onder controle moet komen. De huidige loongroei van ongeveer 4 % moet richting 2 of 3 %.

Wat de inflatie betreft, wijst de heer Vermeersch op de Europese inhaalbeweging inzake lonen. Plots kent ons land een inflatieopstoot, terwijl de loonsverhogingen in België door de indexering veel eerder plaatsvonden dan in de buurlanden. Men zou bijgevolg het omgekeerde

de l'indexation. Par conséquent, on aurait pu s'attendre au phénomène inverse. Les hausses de salaires ne se reflètent-elles que maintenant dans les taux d'inflation?

Certains analystes font référence au *Green Deal* à ce sujet. La législation européenne a un coût que l'industrie répercute sur les consommateurs, ce qui contribue à alimenter l'inflation.

Troisièmement, M. Vermeersch se penche sur le budget. Le premier ministre fait valoir que le gouvernement a consenti des efforts à hauteur de 11 milliards d'euros. Cependant, la Cour des comptes a critiqué cette manière de présenter les exercices budgétaires: il ne s'agit pas de réalisations mais d'ambitions affichées, le gouvernement prenant ses désirs pour des réalités. Le bilan de ce gouvernement est négatif sur le plan budgétaire: les déficits budgétaires et la dette publique atteignent à présent un niveau insoutenable. Les crises auxquelles nous avons dû faire face n'expliquent pas la différence avec les autres pays européens, qui ont également été confrontés à celles-ci. Tant les impôts que les dépenses publiques ont continué d'augmenter. Les réformes du marché du travail, des pensions et de la fiscalité, bien que nécessaires pour assainir les finances, s'avèrent sans cesse irréalisables dans une Belgique complexe.

M. Wunsch a lui-même indiqué que la situation n'est pas viable et qu'il est devenu pratiquement impossible de respecter les engagements nationaux et internationaux. Il a fait observer que, même si la situation n'est pas comparable à celle de la Grèce, la Belgique n'est plus en mesure d'absorber les chocs. Quelle incidence cela aura-t-il sur la croissance et sur la stabilité financière?

L'intervenant constate qu'aucun effort n'a été consenti pour assainir les finances. À l'avenir, cela deviendra de plus en plus difficile. Les marchés financiers restent à l'affût et sont susceptibles de réagir lorsque des mesures sont prises ou ne le sont pas.

En quatrième lieu, M. Vermeersch aborde la question des impôts. À l'approche des élections, la gauche réclame plusieurs milliards d'euros de nouveaux impôts sur la fortune et les gains en capital. Ceux-ci pourraient avoir une incidence sur la stabilité financière. Une hausse des impôts est-elle envisageable selon M. Wunsch, alors que la Belgique se caractérise déjà par une forte pression fiscale?

Quel est l'impact de tels projets? Il est déjà apparu dans d'autres pays que l'impôt sur la fortune et sur les gains en capital entraîne une fuite des capitaux, et que les impôts de ce type frappent en réalité la classe moyenne. La stabilité financière s'en trouve-t-elle compromise?

verwachten. Worden de loonstijgingen nu pas zichtbaar in de inflatiecijfers?

Sommige analisten verwijzen in dat verband naar de *Green Deal*. De Europese wetgeving komt met een prijskaartje en wordt door de industrie doorgerekend aan de consument, wat de inflatie mee aanwakkert.

Ten derde gaat de heer Vermeersch in op de begroting. De premier voert aan dat de regering 11 miljard euro aan inspanningen heeft geleverd. Het Rekenhof liet zich echter kritisch uit over die optelsom van begrotingsoefeningen: het betreft geen realisaties maar ambities, waarbij de regering haar wensen voor werkelijkheid zou nemen. De balans van deze regeerperiode is negatief op het vlak van de begroting: de begrotingstekorten en de overheidsschuld zijn tot een onhoudbaar niveau gestegen. De verschillende crisissen zijn geen verklaring voor het verschil met andere Europese landen, die evenzeer met die crisissen geconfronteerd werden. Zowel de belastingen als de overheidsuitgaven zijn voort gestegen. Arbeidsmarkt-, pensioen- en fiscale hervormingen, hoewel noodzakelijk om de financiën op orde te krijgen, blijken in het complexe België keer op keer onhaalbaar.

De heer Wunsch gaf zelf aan dat de situatie niet houdbaar is en dat amper nog voldaan kan worden aan de nationale en internationale verplichtingen. Hoewel de situatie niet vergelijkbaar is met die in Griekenland, stelde hij vast dat België geen schokken meer kan opvangen. Wat is de impact daarvan op de groei en de financiële stabiliteit?

De spreker stelt vast dat er geen inspanningen geleverd werden om de financiën op orde te krijgen. In de toekomst zal dat alleen maar moeilijker worden. De financiële markten maken de afweging en kunnen reageren op wat er wel of niet gebeurt.

Als vierde thema gaat de heer Vermeersch in op de belastingen. In de aanloop naar de verkiezingen is ter linkerzijde een opbod aan de gang voor vele miljarden euro's aan nieuwe belastingen op vermogen en vermogenswinst. Dat kan een impact hebben op de financiële stabiliteit. Ziet de heer Wunsch nog ruimte voor bijkomende belastingen, gezien de reeds zware fiscale druk in België?

Wat is de impact van dergelijke plannen? Het effect van de kapitaalvlucht bleek reeds uit experimenten met vermogens(winst)belasting in andere landen, waardoor de belastingen bij de middenklasse terecht komen. Ondermijnt dat de financiële stabiliteit?

Cinquièmement, il peut être observé que la productivité suit une courbe descendante. Quelle sera, selon le gouverneur, l'incidence de l'intelligence artificielle? Cette technologie se révélera-t-elle capable d'accroître à nouveau la productivité?

Enfin, l'intervenant aborde la question des comptes d'épargne. Les chiffres des institutions financières montrent que les banques ont vu leurs bénéfices augmenter de plus de 18 % en 2023, pour atteindre environ 8,5 milliards d'euros. M. Wunsch est réticent à l'idée d'augmenter le taux d'intérêt minimum et de supprimer la prime de fidélité. La BNB ne cesse de mettre en garde contre l'instabilité financière. Pourtant, il ressort desdits chiffres qu'il pourrait désormais être opportun de prendre de telles mesures. Les analystes notent que la rentabilité des banques européennes reste solide malgré l'éventualité d'une baisse des taux d'intérêt dans un avenir proche. Le gouverneur de la BNB considère-t-il lui aussi qu'il serait envisageable d'augmenter le taux d'intérêt minimum de l'épargne ou de supprimer la prime de fidélité? Ces mesures permettraient de faire profiter les petits épargnants d'une partie des milliards de bénéfices engrangés par les banques, ce qui aura un effet positif sur le pouvoir d'achat et la croissance ainsi que, par conséquent, sur l'économie dans son ensemble.

M. Benoît Piedboeuf (MR) revient sur l'évolution du marché du travail et l'intérêt des travailleurs à changer de travail. Il existe surtout une pénurie de profils techniques. Chacun s'accorde à dire que des réformes sont nécessaires, mais peu d'avancées sont enregistrées. M. Wunsch a-t-il des suggestions à formuler en matière de réforme du marché du travail?

Les coûts du vieillissement de la population et de la transition énergétique ont par ailleurs été mis en exergue. Il n'est pas encore certain que la Belgique bénéficie de fonds européens, compte tenu de l'absence de mesures structurelles en matière de pensions. Quelles seraient, selon le gouverneur, les mesures pouvant être prises sur le plan technique?

M. Wouter Beke (cd&v) retient l'existence de points positifs tels que la forte croissance, l'évolution des prix de l'énergie, le relèvement des taux directeurs de 450 points de base et la manière dont l'économie a anticipé celui-ci, ainsi que le soutien de la consommation par le pouvoir d'achat. Il est d'ailleurs paradoxal que la Belgique soit le pays où le pouvoir d'achat a été le mieux protégé, mais que la population ne partage pas ce sentiment.

En outre, alors que l'inflation a connu une baisse rapide, l'inflation sous-jacente est de nouveau élevée

Ten vijfde blijkt de productiviteitsgroei in dalende lijn te gaan. Ziet de gouverneur een impact van artificiële intelligentie? Zal die technologie in staat blijken om de productiviteit opnieuw te doen groeien?

Tot slot gaat de spreker in op de spaarrekeningen. Uit de cijfers van de financiële instellingen blijkt dat de banken hun winsten in 2023 met meer dan 18 % zagen stijgen, tot ongeveer 8,5 miljard euro. De heer Wunsch is terughoudend met betrekking tot het optrekken van de minimumrente en het afschaffen van de getrouwheidspremie. De NBB waarschuwt telkens voor de financiële stabiliteit. Toch lijkt er gezien deze cijfers ondertussen meer ruimte te zijn. Analisten stellen vast dat de winstgevendheid van de Europese banken robuust blijft, ondanks mogelijke rentedalingen in de nabije toekomst. Ziet de gouverneur van de NBB eveneens ruimte om de minimale spaarrente op te trekken of om de getrouwheidspremie af te schaffen? Op die manier kan een deel van de miljardenwinsten met de kleine spaarder gedeeld worden, wat op zijn beurt een positief effect zal hebben op de koopkracht en de groei en dus op de economie als geheel.

De heer Benoît Piedboeuf (MR) komt terug op de evolutie van de arbeidsmarkt en de belangstelling bij werknemers om van job te veranderen. Er is vooral een tekort aan technische profielen. Iedereen is het erover eens dat hervormingen noodzakelijk zijn, maar er wordt weinig vooruitgang geboekt. Heeft de heer Wunsch ideeën over de hervorming van de arbeidsmarkt?

Tevens werd gewezen op de kosten van de vergrijzing en van de energietransitie. Het is nog niet zeker dat België Europese middelen krijgt, wegens het uitblijven van structurele maatregelen inzake pensioenen. Heeft de gouverneur ideeën voor wat men op technisch vlak zou kunnen doen?

De heer Wouter Beke (cd&v) onthoudt sterke punten zoals een robuuste groei, de evolutie van de energieprijzen, de renteverhogingen met 450 basispunten en de manier waarop de economie daarop anticipeerde, alsook de ondersteunende werking van de koopkracht. Het is overigens paradoxaal dat de koopkracht in België het best werd beschermd, terwijl dat gevoel niet leeft bij de bevolking.

Verder daalde de inflatie snel, maar vandaag is de kerninflatie opnieuw hoog. Is de btw-verlaging van 21 %

aujourd'hui. La baisse de la TVA de 21 % à 6 % a-t-elle été un élément structurel important? Quelle sont les projections pour l'avenir?

Selon les projections de la BNB, la dette publique et les charges d'intérêt continueront d'augmenter. Des investissements sont nécessaires, mais ils conduiront à un endettement encore plus élevé. Quel est le risque d'assister à un effet boule de neige, par lequel l'augmentation des charges d'intérêt due à l'accroissement de la dette empêcherait de consentir d'autres investissements ou dépenses nécessaires?

M. Beke aborde ensuite la question des investissements dans le domaine de la défense. Que pense M. Wunsch de l'idée de confier un rôle plus important à la Banque européenne d'investissement (BEI)? Est-il favorable à l'émission d'obligations destinées à financer les dépenses militaires?

En outre, les investissements des entreprises ont atteint un niveau élevé. Or, selon les chiffres d'Eurostat, la production industrielle en Belgique a baissé de 7 %. Comment ce paradoxe s'explique-t-il?

La déduction des intérêts notionnels n'est plus en vigueur depuis la fin de l'année 2023. Les investissements élevés des entreprises pourraient-ils s'expliquer par le *frontloading*, ou n'y a-t-il pas vraiment de lien de cause à effet entre ces éléments?

M. Wunsch s'est ensuite montré critique envers la dégradation du solde structurel, de l'ordre de 1 %. Il s'est également exprimé sans ambiguïté au sujet des finances des entités fédérées, en particulier de la Région wallonne. Un constat identique vaut pour la participation au marché du travail. Quels sont les instruments disponibles pour atteindre un taux d'emploi de 80 % dans toutes les entités?

En ce qui concerne le bon d'État, M. Beke demande si une occasion n'a pas été manquée vis-à-vis des marchés financiers internationaux. Si les négociations gouvernementales devaient s'éterniser, il serait judicieux d'envoyer un signal aux marchés, comme en 2011, lorsque le gouvernement Leterme a clairement indiqué que les ménages et l'économie belges avaient une capacité financière suffisante pour financer leur propre dette publique. Un deuxième bon d'État aurait pu permettre d'envoyer un nouveau signal en ce sens. Comment les marchés financiers réagiraient-ils en cas d'impasse politique?

Enfin, M. Beke évoque les charges et coûts administratifs élevés à tous les niveaux de pouvoir. Cette situation reste préoccupante, même si ces charges sont

naar 6 % een belangrijk structureel element geweest? Wat is de inschatting voor de toekomst?

De overheidsschuld en de rentelasten stijgen in de prognoses van de NBB nog steeds. Investerings zijn noodzakelijk, maar leiden tot een nog hogere schuld. Hoe groot is het risico op een sneeuwbaaleffect, waarbij de toenemende rentelasten door de oplopende schuld andere noodzakelijke investeringen of uitgaven in de weg staan?

Vervolgens gaat de heer Beke in op de investeringen inzake defensie. Wat vindt de heer Wunsch van het idee om de Europese Investeringsbank (EIB) een belangrijkere rol te laten spelen en hoe staat hij tegenover defensie-obligaties om die uitgaven te financieren?

Voorts lagen de bedrijfsinvesteringen hoog. Volgens cijfers van Eurostat is de industriële productie in België echter met 7 % gedaald. Hoe valt die tegenstelling te verklaren?

De notionele interestaftrek is eind 2023 afgelopen. Zouden de sterke bedrijfsinvesteringen te maken kunnen hebben met *frontloading* of is er weinig verband?

De heer Wunsch was vervolgens scherp over de verslechtering van het structureel saldo met 1 %. Ook over de overheidsbegrotingen van de deelstaten, zeker van het Waals Gewest, was het standpunt duidelijk. Hetzelfde geldt voor de arbeidsparticipatie. Welke instrumenten zijn er voorhanden om in alle entiteiten een werkgelegenheidsgraad van 80 % te bereiken?

In verband met de staatsbon vraagt de heer Beke of een kans werd gemist ten opzichte van de internationale financiële markten. Indien de Belgische regeringsonderhandelingen aanslepen is een signaal voor de markten zinvol, zoals in 2011, toen de regering Leterme duidelijk maakte dat de Belgische gezinnen en economie voldoende vermogend zijn om de eigen overheidsschuld te financieren. Een tweede staatsbon had opnieuw dat duidelijke signaal kunnen geven. Hoe zouden de financiële markten op een eventuele politieke impasse reageren?

Ten slotte gaat de heer Beke in op de hoge administratieve lasten en kosten op alle bestuurlijke niveaus. Die blijven een aandachtspunt, ook al daalden die lasten

passées de près de 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) au début des années 2000 à un peu plus de 1 % du PIB aujourd'hui. Quelles sont les options pour continuer de remédier à cette situation?

En outre, la Belgique n'a pour l'instant demandé que 800 millions d'euros au Fonds européen de relance et de résilience. 3,7 milliards d'euros n'ont pas encore été alloués. Comment M. Wunsch évalue-t-il la proposition de réforme des pensions soumise à l'UE? Ce plan apporte-t-il une réponse suffisante pour obtenir les fonds européens restants?

M. Marco Van Hees (PVDA-PTB) remercie le gouverneur de la BNB pour ce tour d'horizon très étendu, en remarquant que la BNB est un peu un think tank coté en Bourse qui siège à la BCE. Il pose ensuite des questions concernant 8 sujets.

— *Hausse des taux d'intérêts*

Premièrement, M. Wunsch a indiqué que "si le niveau actuel des taux d'intérêt directeurs est maintenu suffisamment longtemps, il contribuera à un retour rapide à l'objectif d'inflation à moyen terme de 2 %".

Qu'entend le gouverneur de la BNB par "suffisamment longtemps"? Il a évoqué le mois de juin 2024. L'intervenant suppose que ce sera très progressif.

Tient-il compte de l'impact négatif de cette politique de taux élevés sur la croissance et pour les finances publiques?

La situation du secteur de la construction, où 442 entreprises ont été déclarées en faillite depuis le début de l'année 2024, mérite également l'attention.

Fait-on la balance entre les impacts positifs et négatifs, ou la lutte contre l'inflation prime-t-elle sur tout autre élément? M. Van Hees renvoie aux paroles de Mme Christine Lagarde, présidente de la BCE, qui souhaite combattre l'inflation même si c'est aux dépens de la croissance.

L'orateur revient sur l'aspect antidémocratique de la politique monétaire, que M. Wunsch justifie comme le fait la BNB sur son site.

— *Dynamisme de l'économie belge*

Le gouverneur de la BNB estime que l'économie belge manque de dynamisme, entre autre car "le paysage des

van bijna 3,5 % van het bruto binnenlands product (bbp) begin jaren 2000 naar ruim 1 % van het bbp vandaag. Wat zijn de mogelijkheden om dat verder aan te pakken?

Voorts heeft België nog maar 800 miljoen euro van het Europees Fonds voor Herstel en Veerkracht opgevraagd. Er blijft 3,7 miljard euro over. Hoe schat de heer Wunsch de voorgestelde pensioenhervorming in die bij de EU werd ingediend? Is dat plan voldoende als antwoord om de resterende Europese middelen te verkrijgen?

De heer Marco Van Hees (PVDA-PTB) bedankt de gouverneur van de NBB voor zijn zeer uitgebreide overzicht. Hij merkt op dat de NBB als het ware een beursgenoteerde *think tank* onder de vleugels van de ECB is. Hij stelt vervolgens vragen over acht onderwerpen.

— *Stijging van de interestvoeten*

Als eerste punt komt de spreker terug op de volgende stelling van de heer Wunsch: "Indien voldoende lang aangehouden, zal het huidige peil van de beleidsrentes bijdragen tot een tijdige terugkeer naar de inflatiedoelstelling op middellange termijn van 2 %".

Wat verstaat de gouverneur van de NBB onder "voldoende lang"? Hij sprak van juni 2024. De heer Van Hees veronderstelt dat die terugkeer zeer geleidelijk zal verlopen.

Werd daarbij rekening gehouden met de negatieve impact van dat hogere rente beleid op de groei en op de overheidsfinanciën?

Er dient ook aandacht te gaan naar de bouwsector, waarin 442 bedrijven failliet gingen sinds begin 2024.

Maakt men de afweging tussen positieve en negatieve gevolgen of heeft het tegengaan van inflatie voorrang op elk ander aspect? De heer Van Hees verwijst naar de verklaringen van de voorzitter van de ECB, mevrouw Christine Lagarde, die de inflatie zelfs ten koste van de groei wil bestrijden.

De spreker komt terug op het antidemocratische aspect van het gevoerde monetaire beleid, dat door de heer Wunsch en op de website van de NBB wordt verdedigd.

— *Dynamiek in de Belgische economie*

Volgens de gouverneur van de NBB is het gebrek aan dynamiek in de Belgische economie onder andere

entreprises n'est pas assez dynamique, avec trop peu de destruction créatrice et de mobilité des travailleurs". Faut-il comprendre qu'il n'y a pas assez d'entreprises qui font faillite?

La BNB indique également "qu'en raison de la forte centralisation de la fixation des salaires en Belgique, la dispersion des salaires entre les travailleurs y est relativement faible, ce qui limite également la mobilité de la main d'œuvre".

La critique de la trop forte centralisation de la fixation des salaires est-elle compatible avec le maintien de la loi de 1996 et en particulier d'une marge de 0 % pour l'évolution des salaires?

La BNB semble considérer que la dispersion des salaires entre travailleurs est trop faible. Pourtant, en Belgique, on observe un décrochage du salaire minimum par rapport au salaire médian.

Faut-il comprendre que la BNB veut encore augmenter l'écart entre le salaire minimum et le salaire médian, ou qu'elle veut permettre des augmentations de salaire plus importantes pour les salaires les plus élevés?

— *Marché du travail*

La BNB pointe le piège à l'emploi, mais évoque aussi d'autres éléments tels que l'environnement professionnel et les conditions de travail, l'accès aux services de garde d'enfants et la disponibilité des transports publics avant et après les heures de travail.

Quel est le seuil de salaire brut en dessous duquel M. Wunsch considère qu'un travailleur fait partie des "travailleurs les moins bien rémunérés"?

Quel devrait être l'écart entre le salaire net et le montant de l'allocation sociale pour que le gain financier soit suffisamment incitatif?

Étant donné que pour un travailleur à temps plein rémunéré au salaire minimum, les cotisations sociales personnelles sont déjà réduites à néant et que le pré-compte professionnel est très limité, voire aussi réduit à néant si le travailleur a des enfants à charge, comment le gouverneur de la BNB compte-t-il augmenter le différentiel entre les allocations sociales et le salaire (avec une marge salariale maintenue à 0 %)?

Pense-t-il qu'il soit possible d'améliorer l'accès aux services de garde d'enfants et la disponibilité des transports en commun tout en respectant les règles budgétaires européennes que le gouverneur de la BNB prône?

te wijten aan het feit dat "het bedrijvenlandschap onvoldoende dynamisch is, met te weinig creatieve destructie en arbeidsmobiliteit". Bedoelt hij daarmee dat er niet genoeg bedrijven failliet gaan?

In het jaarverslag van de NBB staat eveneens te lezen "dat door de sterk gecentraliseerde loonvorming in België, de loondispersie tussen werknemers relatief klein is, wat de arbeidsmobiliteit ook beperkt".

Hoe verhoudt de kritiek op een te gecentraliseerde loonvorming zich tot de vrijwaring van de wet van 1996 en tot de onbestaande ruimte voor loonsverhoging in het bijzonder?

De BNB schijnt de mening toegedaan dat de loonspreiding tussen werknemers te klein is. Nochtans blijkt in België de kloof tussen het minimumloon van het mediane loon groter te worden.

Dient daaruit te worden afgeleid dat de NBB het verschil tussen het minimumloon en het mediane loon nog groter wil maken, of is het haar bedoeling dat de hoogste lonen nog meer stijgen?

— *Arbeidsmarkt*

De NBB wijst op het bestaan van werkloosheidsvallen maar haalt ook andere elementen aan, zoals de werkomstandigheden, de arbeidsvoorwaarden, de toegang tot kinderopvang en de beschikbaarheid van openbaar vervoer voor en na de werkuren.

Beneden welke brutoloongrens kan men volgens de heer Wunsch spreken van "laagste lonen"?

Hoeveel mag het verschil tussen het nettoloon en de sociale uitkering bedragen opdat het financieel voldoende loont om te werken?

De persoonlijke sociale bijdragen voor een voltijdse werknemer die het minimumloon krijgt, liggen nu al op nul euro en de bedrijfsvoorheffing is heel beperkt en zelfs onbestaande voor een werknemer met kinderen ten laste. Hoe denkt de gouverneur van de NBB in die omstandigheden het verschil tussen de sociale uitkeringen en het loon te kunnen vergroten (met een loonnorm die op 0 % wordt gehandhaafd)?

Is het volgens hem mogelijk de toegang tot kinderopvang en de beschikbaarheid van het openbaar vervoer te verbeteren en tegelijkertijd de door hem voorgestane Europese begrotingsregels na te leven?

— Finances publiques

M. Wunsch reconnaît tout de même que la maîtrise du déficit public est compliquée par l'augmentation des taux d'intérêt.

Au-delà, la BNB pointe l'augmentation tendancielle des dépenses primaires et notamment de l'emploi dans le secteur public (sauf au niveau fédéral).

Le gouverneur de la BNB plaide-t-il pour une réduction de l'emploi public, alors qu'il pointe un trop faible taux d'emploi?

Le Conseil européen a déjà recommandé à la Belgique de consentir un effort budgétaire structurel de 0,7 % du PIB en 2024. La BNB estime que suivre ces recommandations doit être appréhendé comme un objectif minimum.

Un tel effort ne va-t-il pas casser l'économie? Par exemple, comment peut-il être compatible avec les mesures que M. Wunsch prône pour augmenter le taux d'emploi?

Le gouverneur de la BNB a pointé les faibles dépenses militaires: le message est-il de réduire toutes les dépenses et d'augmenter les dépenses militaires?

Pourquoi évoque-t-on les dépenses et non les recettes, telle une contribution du grand capital? La BNB réalise de très intéressantes études qui montrent la concentration du capital parmi les 1 % les plus riches.

M. Wunsch pense-t-il qu'il faut procéder à des privatisations et ventes d'actifs comme le préconise la secrétaire d'État au Budget, Mme Alexia Bertrand, qui suggère de vendre les participations publiques dans Belfius, Ethias et BNP Paribas?

— Position concurrentielle

M. Wunsch répète qu'il n'y a pas de marge salariale. On reste donc à 0 % d'augmentation des salaires bruts.

Pourtant, il a évoqué des marges bénéficiaires historiquement élevées (la courbe depuis 1995 démontre un record historique). N'y a-t-il pas de marge suffisante pour augmenter les salaires?

Les chiffres tiennent-ils compte des subsides salariaux? Est-ce logique qu'on n'en tienne pas compte dans

— Overheidsfinanciën

De heer Wunsch erkent dan toch dat wegens de stijging van de rentevoeten het overheidstekort moeilijker onder controle te houden is.

Los daarvan wijst de NBB op de stijgende trend binnen de primaire uitgaven, in het bijzonder op het vlak van de werkgelegenheid in de overheidssector (behalve op federaal niveau).

Pleit de gouverneur van de NBB voor minder jobs bij de overheid, terwijl hij tegelijk wijst op een te lage werkzaamheidsgraad?

De Europese Raad heeft België reeds aanbevolen in 2024 een structurele begrotingsinspanning te leveren ten belope van 0,7 % van het bbp. Volgens de NBB moet het volgen van die aanbevelingen worden opgevat als een minimumdoelstelling.

Zal een dergelijke inspanning de economie niet kapotmaken? Hoe valt die inspanning bijvoorbeeld te rijmen met de maatregelen die de heer Wunsch bepleit om de werkzaamheidsgraad te verhogen?

De gouverneur van de NBB heeft gewezen op de lage militaire uitgaven. Is de boodschap dan dat alle uitgaven omlaag moeten, maar dat de militaire uitgaven moeten stijgen?

Waarom gaat het over uitgaven en niet over ontvangsten, zoals die uit een bijdrage van het grootkapitaal? De NBB maakt heel interessante studies waaruit blijkt dat het kapitaal geconcentreerd is bij de 1 % allerrijksten.

Vindt de heer Wunsch dat moet worden overgegaan tot privatiseringen en de verkoop van activa, zoals staatssecretaris voor Begroting Alexia Bertrand bepleit? Zij stelt immers voor om de overheidsparticipaties in Belfius, Ethias en BNP Paribas te verkopen.

— Concurrentiepositie

De heer Wunsch herhaalt dat er geen ruimte is voor een loonmarge. De stijging van de brutolonen blijft dus 0 % bedragen.

Nochtans vermeldde hij historisch hoge winstmarges (uit de curve sinds 1995 blijkt een historisch record). Zijn die winstmarges dan niet groot genoeg om de lonen te doen stijgen?

Houden die cijfers rekening met de loonsubsidies? Is het logisch dat daarmee geen rekening wordt

la loi? Pour obtenir une vision objective de la position concurrentielle, il faut neutraliser ces subsides.

— *Les banques belges*

Le gouverneur de la BNB peut-il donner une idée du rendement des banques belges par rapport à la moyenne européenne?

On peut constater que les 4 grandes banques belges ont accumulé 8,5 milliards d'euros de bénéfices nets en 2023. Par conséquent, il est légitime d'envisager une taxation des surprofits au-dessus d'un certain rendement. M. Van Hees renvoie à sa proposition de loi visant à instaurer une taxe sur les surprofits bancaires (DOC 55 3775/001), pour lequel tous les avis ont été reçus, sauf celui de la BNB.

La position de la BNB est de dire que tout ce qui peut réduire le bénéfice des banques menace la stabilité financière?

Selon M. Wunsch, quelle serait une marge raisonnable entre le taux sur les dépôts et ceux sur les crédits?

— *Innovation*

La BNB souligne le bon score belge en matière d'innovation, mais attire l'attention sur le fait que cela ne se reflète pas dans la productivité.

Il y a en effet beaucoup de soutien R&D, au niveau fédéral, dans les subsides régionaux, en amont et en aval. N'y a-t-il pas trop d'effets d'aubaine?

— *Émissions de gaz à effet de serre*

M. Wunsch déclare qu' "il faut analyser secteur par secteur". Que veut-il dire exactement? Le système ETS est l'inverse: on met juste en place un marché des permis de polluer.

M. Sander Loones (N-VA) fait observer que le rapport annuel de la BNB offre à la fois l'opportunité de jeter un regard sur le passé, de se projeter dans le futur et de vérifier l'exactitude des propos tenus au cours des débats au sein de cette commission.

Pour une institution indépendante telle que la BNB, cette audition permet en outre de prendre connaissance des différentes voix dans le débat parlementaire.

gehouden in de wet? Om een objectief zicht te krijgen op de concurrentiepositie, moeten die subsidies worden geneutraliseerd.

— *Belgische banken*

Heeft de gouverneur van de NBB enig idee van het rendement van de Belgische banken ten opzichte van het Europese gemiddelde?

De vaststelling is er dat de vier Belgische grootbanken in 2023 samen een nettowinst van 8,5 miljard euro hebben gerealiseerd. Daarom is het gerechtvaardigd na te denken over een overwinstbelasting vanaf een bepaald rendement. De heer Van Hees verwijst naar zijn wetsvoorstel tot invoering van een overwinstbelasting voor de banken (DOC 55 3775/001) waarvoor alle adviezen werden ontvangen, behalve dat van de NBB.

Is het standpunt van de NBB dat alles wat kan leiden tot een vermindering van de winst van de banken, de financiële stabiliteit bedreigt?

Wat zou volgens de heer Wunsch een redelijke marge zijn tussen de rentevoet op de deposito's en die op de kredieten?

— *Innovatie*

De NBB benadrukt de goede Belgische score inzake innovatie, maar vestigt de aandacht op het feit dat dit zich niet weerspiegelt in de productiviteit.

Er is veel steun voor O&O, zowel op federaal niveau als via subsidies van de gewesten, en zowel in de aanloop naar de projecten als bij de eigenlijke uitvoering. Creëert dat niet te veel buitenkanseffecten?

— *Uitstoot van broeikasgassen*

Volgens de heer Wunsch moet de situatie per sector worden bekeken. Wat bedoelt hij daar precies mee? Het ETS-stelsel doet net het omgekeerde: men creëert louter een markt van vergunningen om te vervuilen.

De heer Sander Loones (N-VA) merkt op dat het jaarverslag van de NBB zowel een gelegenheid biedt om terug te blikken als om vooruit te kijken en om de debatten in deze commissie te toetsen aan de waarheid.

Voor een onafhankelijke instelling als de NBB biedt deze hoorzitting daarnaast de mogelijkheid om kennis te nemen van de verschillende stemmen in het parlementaire debat.

La Vivaldi se défend sur le plan socioéconomique en renvoyant à ses réalisations concernant le budget, la création d'emplois, la croissance et le pouvoir d'achat. L'intervenant souhaite procéder à un *fact checking* en la matière et offrir un éclairage concernant l'avenir.

— Budget

M. Frank Vandenbroucke, vice-premier ministre, a déclaré dans *De Zondag* qu'en comparant les performances budgétaires du gouvernement actuel à celles du gouvernement précédent – le gouvernement Michel I^{er} –, on constate que le solde structurel s'est amélioré. Or, toutes les données de la Cour des comptes, du Bureau fédéral du Plan et de la BNB indiquent le contraire. M. Wunsch a évoqué une détérioration de plus de 1 %. Pourrait-il fournir davantage de précisions au sujet de ce chiffre? Les propos du vice-premier ministre semblent contraires à la réalité.

Tant le premier ministre que la secrétaire d'État au Budget indiquent que la Belgique ne sera pas sanctionnée par l'Union européenne si le prochain gouvernement maintient le cap établi. Or, selon le plan de croissance de l'Open Vld, il faudra faire bien plus qu'au cours des dernières années. Le rapport de la BNB indique en tout cas que le rythme adopté par le gouvernement actuel ne suffira pas. M. Wunsch peut-il confirmer qu'il faudra faire davantage afin de ramener le budget à l'équilibre et d'être préparés à faire face à des crises?

Il importe en outre que le Parlement prenne position concernant le nouveau cadre budgétaire de l'UE, et ce par le biais d'une résolution. La majorité actuelle ne souhaite toutefois pas se positionner au sujet des règles budgétaires européennes. N'est-ce pas une tâche importante pour le Parlement? Dans quel cadre le budget sera-t-il évalué? Quelles seront les réformes nécessaires et quelles seront les possibilités en termes de flexibilité budgétaire?

— Emploi

Le gouvernement se défend en évoquant la création de 300.000 emplois. Les performances ont été bonnes surtout en 2021 et en 2022, mais M. Wunsch estime que la hausse de 0,8 % en 2023 constitue également un point positif.

Au début de la législature, le taux d'emploi s'élevait à 70,5 %. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à 72,1 %. Cette amélioration de 1,6 % sur quatre ans contraste avec une progression de 3 % de la moyenne européenne au cours de la même période. La hausse ne paraît en tout cas pas satisfaisante.

De vivaldiregering verdedigt haar sociaaleconomische balans door te verwijzen naar haar verwezenlijkingen qua begroting, jobcreatie, groei en koopkracht. De spreker wil deze thema's aan een factcheck onderwerpen en een blik op de toekomst bieden.

— Begroting

De heer Frank Vandenbroucke, vice-eersteminister, verklaarde in *De Zondag* dat men de budgettaire prestatie van deze regering naast die van de vorige regering (Michel I) kan plaatsen. Volgens hem verbeterde het structureel saldo, terwijl alle gegevens van het Rekenhof, het Planbureau en de NBB het omgekeerde aantonen. De heer Wunsch sprak van een verslechtering met meer dan 1 %. Kan hij dat cijfer nog verduidelijken? De vice-eersteminister lijkt de waarheid geweld aan te doen.

Zowel de premier als de staatssecretaris van Begroting verklaren dat België niet op het Europese strafbankje komt als de volgende regering op hetzelfde pad verdergaat. In het groeiplan van Open Vld staat echter dat er veel meer moet gebeuren dan de afgelopen jaren. Het verslag van de NBB toont in elk geval aan dat het tempo van deze regering niet zal volstaan. Kan de heer Wunsch bevestigen dat er meer nodig is om de begroting op orde te krijgen en om voorbereid te zijn op crisissen?

Voorts is het belangrijk dat het Parlement door middel van een resolutie stelling inneemt over het nieuwe begrotingskader van de EU. De huidige meerderheid is echter niet geïnteresseerd om een standpunt over de Europese begrotingsregels in te nemen. Is dat dan geen belangrijke taak voor het Parlement? In welk kader zal de begroting worden beoordeeld, welke hervormingen zullen noodzakelijk zijn en welke budgettaire flexibiliteit wordt mogelijk?

— Jobs

De regering verdedigt zich vervolgens door te wijzen op de 300.000 gecreëerde jobs. Vooral in 2021 en 2022 werd goed gepresteerd, maar volgens de heer Wunsch is ook de stijging van 0,8 % in 2023 een goede zaak.

Bij het begin van de regeerperiode bedroeg de werkzaamheidsgraad 70,5 %. Vandaag is dat opgelopen tot 72,1 %. Die verbetering met 1,6 % over vier jaar steekt af tegen een vooruitgang van het Europese gemiddelde met 3 % in dezelfde periode. De stijging lijkt in elk geval niet goed genoeg.

Le nombre de personnes sans emploi a diminué de 80.000 seulement en l'espace de quatre ans. Le taux de chômage s'élevait à 5,4 % en 2019 contre 5,6 % aujourd'hui. Bien que des emplois aient effectivement été créés, ils concernent surtout la fonction publique.

L'objectif d'un taux d'emploi de 80 % à l'horizon 2030 impliquait une hausse de 1 % par an de ce taux à partir de 2020. Quel taux d'emploi est satisfaisant et quel regard porte le gouverneur de la BNB sur l'avenir? Le gouvernement De Croo n'a atteint qu'une hausse moyenne de 0,4 % par an. Ce rythme beaucoup trop lent signifie qu'il faudra créer beaucoup plus d'emplois au cours des prochaines années, et ce sur un marché de l'emploi qui se contracte. L'absence de réformes dans les domaines du marché du travail et des pensions a déjà hypothéqué la trajectoire de croissance pour l'avenir. A-t-on vraiment créé suffisamment d'emplois? Dans quelle mesure est-il réaliste d'atteindre un rythme de croissance qui devra être trois à quatre fois supérieur à celui des quatre dernières années pour parvenir à un taux d'activité de 80 % en 2030?

L'intervenant estime qu'il paraît en tout cas déplacé de se vanter d'avoir créé 300.000 emplois. Le calcul est en outre basé sur le point le plus bas de la crise du coronavirus. Il serait plus honnête de mettre en parallèle des périodes économiques comparables.

— Croissance

Le taux de croissance de la Belgique est en effet notable et dépasse celui des pays voisins, ainsi que la moyenne européenne. Les pronostics du FMI laissent toutefois percevoir qu'il se peut que la Belgique connaisse l'un des taux de croissance les plus bas en Europe au cours des prochaines années. Quel est le point de vue de la BNB au sujet de la croissance attendue?

Il est également préoccupant que la croissance de la productivité baisse en Belgique. Bien que ce thème soit crucial, il a disparu du débat politique. Quelles sont selon M. Wunsch les perspectives dans ce domaine?

— Pouvoir d'achat

La majorité proclame que le pouvoir d'achat n'a nulle part été aussi bien protégé qu'en Belgique. Par ailleurs, nulle part dans la zone euro, le coût de la vie ne se renchérit autant que dans notre pays, d'après *De Tijd*. L'inflation continue de sévir en Belgique, ce qui porte également atteinte à l'épargne.

M. Loones demande à la BNB de rester vigilante au sein des comités compétents de la BCE. Il apparaît que l'inflation ne se stabilise pas encore, ce qui est

Het aantal mensen dat niet werkt, is in vier jaar tijd met slechts 80.000 gezakt. De werkloosheidsgraad bedroeg 5,4 % in 2019, tegenover 5,6 % vandaag. Er zijn inderdaad jobs bijgekomen, maar vooral bij de overheid.

De doelstelling van een werkzaamheidsgraad van 80 % tegen 2030 impliceerde een stijging met 1 % per jaar vanaf 2020. Welke werkzaamheidsgraad is goed genoeg en wat is de blik van de gouverneur van de NBB op de toekomst? De regering-De Croo behaalde slechts een gemiddelde stijging van 0,4 % per jaar. Het veel te trage tempo betekent dat de komende jaren veel meer jobs gecreëerd moeten worden, bovendien in een krimpende arbeidsmarkt. Het gebrek aan hervormingen op het vlak van arbeidsmarkt en pensioenen betekent dat het groeitraject voor de toekomst reeds gehypothekeerd is. Zijn er effectief genoeg jobs bijgekomen? Hoe haalbaar is een groeitempo dat drie tot vier keer hoger moet liggen dan de voorbije vier jaar om in 2030 aan een activiteitsgraad van 80 % te raken?

Het lijkt de spreker in elk geval misplaatst om zich op de borst te kloppen met 300.000 gecreëerde jobs. Men rekent bovendien vanaf het dieptepunt van de coronacrisis. Het zou eerlijker zijn om economisch vergelijkbare periodes tegen elkaar af te zetten.

— Groei

Het Belgische groeicijfer is inderdaad bijzonder en ligt hoger dan dat van de buurlanden en het Europese gemiddelde. De prognoses van het IMF laten echter zien dat België de komende jaren een van de laagste Europese groeicijfers kan doen optekenen. Wat is de inschatting van de NBB over de verwachte groei?

Het is eveneens zorgwekkend dat de productiviteitsgroei in België afneemt. Ondanks het grote belang is dat thema echter verdwenen uit het politieke debat. Hoe ziet de toekomst er volgens de heer Wunsch op dat vlak uit?

— Koopkracht

De meerderheid verkondigt dat de koopkracht nergens zo goed werd beschermd als in België. Anderzijds wordt het leven nergens in de eurozone zoveel duurder als in dit land, aldus *De Tijd*. De inflatie blijft België parten spelen en betekent ook een aanslag op het spaargeld.

De heer Loones vraagt de NBB om waakzaam te blijven binnen de bevoegde comités van de ECB. De inflatie lijkt nog niet te stabiliseren, wat noopt tot bezorgdheid.

préoccupant. Quelles sont les prévisions pour l'avenir et pour la politique des taux d'intérêt de la BCE?

— *BNB*

La dernière question de l'intervenant porte sur la Banque nationale de Belgique en tant qu'institution. À la suite de la politique monétaire, 2023 fut une année particulière pour la BNB, notamment en raison de la suspension de l'action, des avertissements sur les résultats, des pertes et du prélèvement sur les réserves. Le contexte monétaire reste instable ou à tout le moins incertain. La BNB constitue un facteur de stabilité dans le système économique. C'est pourquoi M. Loones s'inquiète de l'absence de marge, compte tenu des facteurs conjoncturels monétaires et budgétaires. Une nouvelle crise représenterait un grave problème, comme l'a indiqué le gouverneur de la BNB. En cas d'éventuelles demandes de recapitalisation, on peut conclure de la première partie du rapport annuel qu'il ne sera pas réellement possible de se tourner vers les autorités publiques. Comment cela se passera-t-il le cas échéant?

III. — RÉPONSES DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

M. Pierre Wunsch, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, répond aux questions posées par les membres.

— *Réponses aux questions de M. De Roover*

En ce qui concerne les investissements des entreprises, M. Wunsch répond qu'il convient d'opérer une distinction entre les investissements qui augmentent la capacité et ceux qui visent à économiser de la main-d'œuvre ou de l'énergie. Le second type d'investissements offre le plus grand potentiel de croissance à plus long terme, mais il faut être conscient du choc négatif de l'offre en ce qui concerne le climat et l'énergie, qui peut temporairement affaiblir la croissance économique.

En Belgique, la demande intérieure est restée stable en 2023. La croissance en Belgique est, dans une certaine mesure, liée à la croissance dans les pays voisins. M. Wunsch estime qu'une amélioration de la croissance économique dans la zone euro pourrait certainement être enregistrée en 2024. Cette croissance résultera de l'augmentation du pouvoir d'achat due à la hausse des salaires dans les pays voisins, qui rattraperont ainsi leur retard sur la Belgique. Cette hausse de la demande à l'étranger profitera à l'économie belge.

Wat zijn de verwachtingen voor de toekomst en voor het rentebeleid van de ECB?

— *NBB*

De laatste vraag gaat over de Nationale Bank als instelling. Ten gevolge van het monetair beleid was 2023 een bijzonder jaar voor de NBB, met onder meer de opschorting van het aandeel, winstwaarschuwingen, verliezen en het aanspreken van de reserves. De monetaire context is nog steeds instabiel of op zijn minst onzeker. De NBB is een anker dat stabiliteit brengt binnen het economisch systeem. Vandaar de bezorgdheid van de heer Loones over het gebrek aan marge, rekening houdend met de monetaire en budgettaire omgevingsfactoren. Een nieuwe crisis zou een zwaar probleem betekenen, zo gaf de gouverneur van de NBB aan. Als er vragen over herkapitalisatie zouden komen, kan men uit het eerste deel van het jaarverslag concluderen dat niet zozeer de overheid soelaas kan brengen. Hoe zou dat in voorkomend geval precies verlopen?

III. — ANTWOORDEN VAN DE GOUVERNEUR VAN DE NATIONALE BANK VAN BELGIË

De heer Pierre Wunsch, gouverneur van de Nationale Bank van België, antwoordt op de vragen van de leden.

— *Antwoorden op de vragen van de heer De Roover*

De heer Wunsch antwoordt dat wat de bedrijfsinvesteringen betreft een onderscheid moet worden gemaakt tussen investeringen die de capaciteit vergroten en investeringen die gericht zijn op besparingen op arbeid of energie. Het tweede soort investeringen biedt het meeste potentieel voor groei op langere termijn, maar daarbij moet men wel oog hebben voor de negatieve aanbodschock voor wat betreft klimaat en energie waardoor de economische groei tijdelijk kan verlagen.

De Belgische binnenlandse vraag is in 2023 op peil gebleven. De groei in België is in zekere mate gerelateerd met de groei in de buurlanden. De heer Wunsch ziet duidelijk ruimte voor een toename van de economische groei in de eurozone in 2024. Die groei zal worden veroorzaakt door de stijging van de koopkracht dankzij loonstijgingen in de buurlanden, die zo hun achterstand op België zullen inhalen. Die gestegen buitenlandse vraag zal de Belgische economie ten goede komen.

L'orateur fait observer que l'indexation automatique des salaires en Belgique nuit à l'attractivité de notre pays. La hausse des salaires dans les pays voisins permettra d'atténuer quelque peu ce déficit d'attractivité. La hausse soudaine des salaires en Belgique fin 2022 a heureusement été suivie d'une baisse importante des prix du gaz. Sans cela, elle aurait nui à la compétitivité de l'économie belge.

En ce qui concerne les prix de l'énergie, l'orateur fait observer que l'écart que l'on observe entre l'Europe et les États-Unis est également dû à des politiques climatiques différentes. Les États-Unis continuent de subventionner les combustibles fossiles, alors que l'Europe s'est pleinement engagée dans une transition vers une économie neutre pour le climat. Les fortes tensions qui en résultent feront perdre à l'Europe une partie de ses entreprises à forte intensité énergétique. La question est de savoir quel sera l'impact sur les autres entreprises et si l'Europe risque de perdre d'autres acteurs dans la chaîne de production. La BNB examinera, cette année, l'impact de la disparition de ces entreprises sur l'économie. Les entreprises portuaires à forte intensité énergétique sont plutôt optimistes pour l'avenir, car elles devront s'implanter là où l'infrastructure nécessaire pour l'hydrogène, les réseaux de chaleur et le captage du carbone est disponible. À cet égard, les ports belges, et en particulier le port d'Anvers, occupent une position avantageuse.

En ce qui concerne le taux d'emploi dans les différentes régions, M. Wunsch constate que l'écart entre la Flandre, d'une part, et Bruxelles et la Wallonie, d'autre part, reste important. Il en va de même en matière de PIB. Ces différences ont des implications politiques majeures.

S'agissant du résultat des banques, l'orateur tient à souligner que leur rentabilité sur fonds propres était en réalité trop peu élevée pendant la période de faibles taux d'intérêt. C'est la raison pour laquelle les banques ont eu du mal à lever du capital. La rentabilité des grandes banques belges (environ 10 %) pendant la crise du coronavirus a toutefois été meilleure que la moyenne européenne. En 2023, elle a augmenté pour atteindre 12 %. Cette augmentation compense les années au cours desquelles elle a été insuffisante. La rentabilité doit être évaluée à plus long terme (4 à 5 ans). Il est important que la rentabilité des banques soit en équilibre à plus long terme.

M. Wunsch estime que si elle augmente, il sera possible de dégager une marge pour relever le taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne. Cette marge augmentera à mesure que les banques pourront remplacer d'anciens

De spreker merkt op dat de automatische loonindexering in België negatief afstraalt op de reputatie van ons land. Door de stijgende lonen in de buurlanden wordt die kwalijke reputatie wat naar de achtergrond verdreven. Gelukkig werden de plotse loonstijgingen in België eind 2022 gevolgd door een sterke daling van de gasprijzen. Anders zouden ze nefast zijn geweest voor de concurrentiekracht van de Belgische economie.

Het verschil in energieprijzen tussen Europa en de Verenigde Staten wordt volgens de spreker mede veroorzaakt door een verschillend klimaatbeleid. De VS geeft nog steeds subsidies voor fossiele brandstoffen, terwijl Europa volop inzet op een transitie naar een klimaatneutrale economie. De grote spanning die dat meebrengt, zal ertoe leiden dat Europa een deel van de energie-intensieve bedrijven zal verliezen. De vraag is wat de impact daarvan zal zijn op andere bedrijven en of Europa potentieel ook andere spelers binnen de productieketen zal verliezen. De NBB zal dit jaar onderzoeken wat de gevolgen daarvan zullen zijn op de economie. De energie-intensieve havenbedrijven zien de toekomst veeleer positief, omdat ze zich in de toekomst zullen moeten vestigen op plekken waar de nodige infrastructuur voor waterstof, warmtenetten en carbon capture beschikbaar is. Op dat vlak zijn de Belgische havens en in het bijzonder de haven van Antwerpen goed geplaatst.

Met betrekking tot de werkgelegenheidskloof tussen de verschillende gewesten stelt de heer Wunsch vast dat de verschillen tussen Vlaanderen enerzijds en Brussel en Wallonië anderzijds groot blijven. Ook de verschillen in bbp nemen almaar toe, met grote politieke gevolgen.

Wat het resultaat van de banken betreft, merkt de spreker op dat in de periode van lage rente de rentabiliteit op eigen vermogen van de banken in feite te laag was. Daarom konden banken moeilijk kapitaal aantrekken. Nochtans was de rentabiliteit van de Belgische grootbanken tijdens coronacrisis (ongeveer 10 %) beter dan het Europees gemiddelde. In 2023 is de rentabiliteit van de grote Belgische banken gestegen naar 12 %. De hogere rentabiliteit is een compensatie voor de jaren met een te lage rentabiliteit. De rentabiliteit dient op langere termijn (4 à 5 jaar) te worden beoordeeld. Het is belangrijk dat de rentabiliteit van de banken op langere termijn in evenwicht is.

Een stijgende rentabiliteit van de banken biedt volgens de heer Wunsch ruimte om de rente op de spaardeposito's te verhogen. Naarmate de banken oude leningen met een lage rentevoet kunnen vervangen door nieuwe

prêts assortis d'un faible taux d'intérêt par de nouveaux prêts assortis d'un taux d'intérêt plus élevé.

— *Réponses aux questions de M. Vanbesien*

S'agissant des relations avec les États-Unis et la Chine, M. Wunsch reste tout de même positif. L'Union européenne dispose d'une économie forte et diversifiée. L'industrie et certains secteurs dont le secteur des énergies vertes sont toutefois confrontés à une série de défis. Les États-Unis et la Chine sont les pays où les évolutions technologiques se succèdent le plus rapidement. Le fait que les principaux fabricants de voitures électriques (BYD et Tesla) soient établis dans ces deux pays doit constituer un "wake-up call". L'Union européenne a déjà perdu beaucoup de savoir-faire dans ce domaine. Bien que la Belgique, en tant qu'économie ouverte, doive beaucoup à la mondialisation, elle ne peut pas se permettre d'être naïve. Le contexte a changé. On observe actuellement les prémices d'une guerre des subventions au sein de l'Europe, qui ne fait que des perdants. L'Europe devra trouver un nouvel équilibre.

Dès lors que les pays voisins s'emploieront à combler l'écart salarial dans les années à venir, il n'est pas exclu que les exportations nettes vers les pays voisins augmentent et que les dépenses intérieures en Belgique soient un peu moins dynamiques.

En ce qui concerne l'équilibre entre les dépenses et les investissements, M. Wunsch prône une certaine prudence. Tous les investissements publics qui sont rentables pour la société ne le sont pas nécessairement d'un point de vue financier. La Belgique tend vers un taux d'investissement de 4 % du PIB, mais parallèlement, un déficit de 4 % du PIB n'est pas tenable.

S'agissant de l'inflation, l'orateur peut difficilement prévoir comment l'inflation évoluera au cours des prochains mois. L'économie européenne connaît des difficultés et la croissance économique est plutôt faible. La BCE devra petit à petit prendre position. M. Wunsch est d'avis que le moment est venu de baisser prudemment les taux d'intérêt.

— *Réponses aux questions de M. Vermeersch*

M. Wunsch indique qu'une première baisse des taux d'intérêt de la BCE en juin 2024 n'est pas exclue. Les marchés financiers partent du principe qu'il y aura encore d'autres baisses des taux en 2024.

Bien que le gouvernement Vivaldi ait consenti des efforts à hauteur de 11 milliards d'euros, le déficit budgétaire s'est encore creusé. La Belgique se caractérise par le fait qu'à politique inchangée, le déficit augmente

l'ennies met een hogere rentevoet, zal er nog wat meer marge ontstaan.

— *Antwoorden op de vragen van de heer Vanbesien*

Wat de relatie met de VS en China betreft, blijft de heer Wunsch toch positief. De Europese Unie heeft een sterke en gediversifieerde economie. Wel zijn er een aantal uitdagingen in de industrie en in bepaalde sectoren, waaronder ook de sector van de groene energie. In de VS en China volgen de technologische ontwikkelingen elkaar het snelst op. Het moet een *wake-up call* zijn dat de belangrijkste producenten van elektrische auto's (BYD en Tesla) in die twee landen zijn gevestigd. De Europese Unie is op dat vlak reeds veel knowhow kwijtgespeeld. Alhoewel België als open economie veel te danken heeft aan de globalisering, mag het niet naïef zijn. De context is veranderd. Er is momenteel een begin van subsidieoorlog aan de gang binnen Europa, wat alleen maar verliezers oplevert. Europa zal een nieuw evenwicht moeten vinden..

Aangezien de buurlanden de komende jaren een inhaalbeweging zullen maken op het vlak van loonachterstand, is het niet uitgesloten dat de binnenlandse bestedingen in België wat minder dynamisch zullen zijn en de netto-uitvoer naar de buurlanden wat zal stijgen.

Wat het evenwicht tussen uitgaven en investeringen betreft, pleit de heer Wunsch voor enige voorzichtigheid. Niet alle publieke investeringen die op maatschappelijk vlak rendabel zijn, zijn dat ook op financieel vlak. België streeft naar een investeringsgraad van 4 % van het bbp, maar tegelijkertijd is een tekort van 4 % van het bbp onhoudbaar..

Met betrekking tot de inflatie ziet de spreker onzekerheid over welke richting die zal uitgaan de komende maanden. De Europese economie heeft het moeilijk en de economische groei is nogal zwak. Stilaan zal de ECB een standpunt moeten innemen. De heer Wunsch is van mening dat het moment aangebroken is om de rente voorzichtig te verlagen.

— *Antwoorden op de vragen van de heer Vermeersch*

De heer Wunsch geeft aan dat een eerste renteverlaging van de ECB in juni 2024 niet uitgesloten is. De financiële markten gaan ervan uit dat er nog meer renteverlagingen zullen volgen in 2024.

De Vivaldiregering heeft voor 11 miljard euro inspanningen gedaan maar toch is het begrotingstekort gestegen. Specifiek aan België is dat bij ongewijzigd beleid het tekort met 2,5 miljard euro per jaar toeneemt. De

de 2,5 milliards d'euros par an. Le prochain gouvernement devra donc économiser plus de 10 milliards d'euros uniquement pour stabiliser le déficit. Des mesures supplémentaires seront nécessaires pour réduire le déficit.

En raison de sa mauvaise situation budgétaire, la BNB commence à voir des indications que la Belgique n'est plus capable de remplir ses obligations internationales dans certains domaines. Cette situation a tout de même un certain impact sur la crédibilité de notre pays, ainsi que sur les marchés financiers, sans avoir, pour l'instant, de conséquences réelles sur le spread belge.

En ce qui concerne les propositions d'instaurer une taxe sur le patrimoine, l'orateur fait observer que les expériences à l'étranger montrent que le capital est très mobile. Lorsqu'un pays instaure une taxe sur le patrimoine, cela donne généralement lieu à une fuite des capitaux. Le rendement de la taxe sera donc très faible. C'est pour cette raison que la taxe sur le patrimoine instaurée il y a quelque temps en France a déjà été supprimée.

La BNB peut difficilement répondre à la question de savoir dans quelle mesure l'intelligence artificielle peut augmenter la productivité. Un certain niveau d'innovation est nécessaire pour assurer la croissance de la productivité. M. Wunsch ne s'attend pas à ce que l'intelligence artificielle ait un effet visible sur la productivité au cours des cinq premières années.

— *Réponses aux questions de M. Piedboeuf*

En ce qui concerne le marché du travail, une vraie volonté politique est nécessaire. À Bruxelles et en Wallonie, il y a un manque de conscience de l'urgence de procéder à des réformes. Il est absolument indispensable de mettre en œuvre des réformes du travail dans ces deux régions. Selon M. Wunsch, ce n'est plus le moment de chercher des échappatoires.

— *Réponses aux questions de M. Beke*

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, l'orateur constate que le pouvoir d'achat par personne a baissé en 2022 en raison d'un retard dans l'indexation des salaires. Par ailleurs, la Belgique est un pays où le pouvoir d'achat est très bien protégé. Les gens n'en ont pas moins l'impression qu'il baisse. Depuis la création de l'euro, on observe une tendance chez les gens à ne plus prêter attention qu'aux produits et services dont le prix augmente, et non à ceux dont le prix diminue. Ils ont dès lors l'impression que leur pouvoir d'achat diminue.

volgende regering zal dus meer dan 10 miljard euro moeten besparen enkel om het tekort te stabiliseren. Er zullen bijkomende maatregelen nodig zijn om het tekort te doen dalen.

Door de slechte begrotingssituatie begint de NBB aanwijzingen te zien dat België op bepaalde vlakken niet meer in staat is om zijn internationale verplichtingen na te komen. Dat heeft toch wel een zekere impact op de geloofwaardigheid van ons land, ook op de financiële markten, zonder momenteel echte gevolgen te hebben voor de Belgische *spread*.

Met betrekking tot de voorstellen voor de invoering van een vermogenstaks merkt de spreker op dat ervaringen in het buitenland aantonen dat kapitaal zeer mobiel is. Als een land een vermogenstaks invoert ontstaat meestal een kapitaalvlucht waardoor het rendement van de vermogenstaks vrij laag is. Om die reden is de vermogenstaks die in Frankrijk enige tijd geleden werd ingevoerd, inmiddels weer afgeschaft.

In welke mate artificiële intelligentie de productiviteit kan verhogen, is een vraag die de NBB moeilijk kan beantwoorden. Een bepaald niveau van innovatie is noodzakelijk om de productiviteit te doen blijven groeien. De heer Wunsch verwacht niet dat artificiële intelligentie in de eerste vijf jaar een zichtbaar effect zal hebben op de productiviteit.

— *Antwoorden op de vragen van de heer Piedboeuf*

Wat de arbeidsmarkt betreft, is er nood aan echte politieke wil. Er bestaat een gebrek aan *sense of urgency* aan Brusselse en Waalse zijde om de nodige hervormingen door te voeren. Arbeidshervormingen in die beide gewesten zijn absoluut noodzakelijk. De tijd van uitvluchten zoeken is stilaan voorbij volgens de heer Wunsch.

— *Antwoorden op de vragen van de heer Beke*

Met betrekking tot de koopkracht stelt de spreker vast dat die per persoon in 2022 is gedaald door een vertraging in de loonindexeringen. Anderzijds is de koopkracht in België heel goed beschermd en hebben de mensen toch de indruk dat hun koopkracht daalt. Sinds het ontstaan van de euro is er een tendens merkbaar dat mensen alleen oog hebben voor de producten en diensten die duurder worden, maar niet voor die welke goedkoper worden. Daardoor ontstaat de perceptie dat hun koopkracht daalt.

— *Réponses aux questions de M. Van Hees*

M. Wunsch concède que le piège à l'emploi constitue un élément important à la réforme du marché du travail. Un long chemin a déjà été parcouru. Les charges fiscales et parafiscales des travailleurs qui perçoivent le salaire minimum ont presque entièrement disparu. Le gouvernement peut choisir d'accentuer la différence entre le travail et l'inactivité. Si le gouvernement décide de ne pas le faire, il importe que les services (régionaux) pour l'emploi jouent un rôle plus actif dans l'accompagnement des chômeurs. Les pays scandinaves peuvent servir d'exemple en la matière. De manière générale, la Belgique se positionne entre les deux systèmes. Si nous souhaitons que l'écart de revenu entre ceux qui sont actifs et ceux qui ne le sont pas ne s'écarte pas trop, l'accompagnement des chômeurs devra être plus contraignant.

— *Réponses aux questions de M. Loones*

L'orateur répond que le gouvernement Vivaldi a présenté de très bons chiffres en matière de chômage. M. Wunsch ne se prononce pas sur la question de savoir dans quelle mesure le mérite en revient au gouvernement ou à la conjoncture internationale. Il semble improbable que notre pays puisse conserver ce rythme de croissance de l'emploi (plus de 100.000 emplois supplémentaires par an) au cours des prochaines années.

**IV. — RÉPLIQUES DES MEMBRES ET
DU GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

M. Sander Loones (N-VA) estime qu'il est quelque peu paradoxal que M. Wunsch félicite le gouvernement pour la croissance de l'emploi, mais insiste en même temps sur la nécessité de procéder à des réformes du marché du travail. Pour ce qui est de la croissance de l'emploi, la tendance est clairement à la baisse: alors que 100.000 emplois supplémentaires ont été créés en 2022, leur nombre ne s'élevait plus qu'à 40.000 en 2023, alors qu'en 2024, on ne s'attend plus qu'à 35.000 emplois supplémentaires. Tous les autres pays de l'UE ont fait mieux en 2023.

L'intervenant prend acte du fait que le pouvoir d'achat a baissé en 2022 et que la BNB dément les propos du gouvernement Vivaldi selon lesquels la situation budgétaire s'est améliorée de 11 milliards d'euros.

Enfin, M. Loones attend avec impatience l'assemblée générale de la BNB, qui aura lieu la semaine prochaine.

— *Antwoorden op de vragen van de heer Van Hees*

De heer Wunsch beaamt dat de werkloosheidsval een belangrijk element is voor de hervorming van de arbeidsmarkt. Er is reeds een lange weg afgelegd. De fiscale en parafiscale lasten voor een werknemer met het minimumloon zijn bijna volledig weggevallen. De regering kan ervoor kiezen om het verschil tussen werken en niet werken groter te maken. Als de regering ervoor kiest om daar niets aan te doen, is het van belang om de (gewestelijke) arbeidsbemiddelingsdiensten een actievere rol te laten spelen in de begeleiding van werklozen. De Scandinavische landen kunnen hier tot voorbeeld strekken. In het algemeen bevindt België zich ergens tussen de twee systemen. Indien men wil dat het verschil in vergoeding tussen werken en niet werken niet te groot wordt dan moet de begeleiding van werklozen naar werk dwingender worden.

— *Antwoorden op de vragen van de heer Loones*

De spreker antwoordt dat tijdens de Vivaldiregering zeer goede werkgelegenheidscijfers werden opgetekend. De heer Wunsch laat in het midden in hoeverre dat de verdienste is van de regering of van de internationale conjunctuur. Het lijkt onwaarschijnlijk dat ons land dat jobgroei tempo (meer dan 100.000 bijkomende jobs per jaar) de komende jaren kan volhouden.

**IV. — REPLIEKEN VAN DE LEDEN EN
VAN DE GOUVERNEUR
VAN DE NATIONALE BANK VAN BELGIË**

De heer Sander Loones (N-VA) vindt het enigszins paradoxaal dat de heer Wunsch de vivaldiregering bewierookt met de jobgroei, maar toch aandringt op arbeidsmarkthervormingen. De tendens in de jobgroei gaat duidelijk in dalende lijn: in 2022 kwamen er nog 100.000 jobs bij, in 2023 nog slechts 40.000. In 2024 worden er zelfs maar 35.000 bijkomende jobs verwacht. Alle andere EU-landen hebben het in 2023 beter gedaan.

De spreker neemt akte van het feit dat de koopkracht in 2022 is gedaald en dat de NBB het verhaal van de vivaldiregering ontkent dat de begroting met 11 miljard euro is verbeterd.

Tot slot kijkt de heer Loones uit naar de algemene vergadering van de NBB, die volgende week zal plaatsvinden.

M. Pierre Wunsch, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, réplique que la seule manière de conserver un niveau élevé de création d'emplois est de procéder à une réforme approfondie du marché du travail. Le taux d'emploi va dans la bonne direction, mais cette évolution n'est pas assez rapide selon le gouverneur.

M. Wunsch concède que le pouvoir d'achat a baissé en 2022, mais souligne qu'il a fortement augmenté en 2023. Le pouvoir d'achat a légèrement augmenté sur les deux dernières années.

Le rapporteur,

Marco Van Hees

Les présidents,

Joris Vandenbroucke (a.i.)
Marco Van Hees (a.i.)
Dieter Vanbesien (a.i.)

De heer Pierre Wunsch, gouverneur van de Nationale Bank van België, repliceert dat een hoog niveau van jobcreatie maar kan worden gehandhaafd als de arbeidsmarkt grondig wordt hervormd. De werkgelegenheidsgraad gaat de goede richting uit, maar wel te traag volgens de gouverneur.

De heer Wunsch beaamt dat de koopkracht in 2022 inderdaad is gedaald, maar fors is gestegen in 2023. Over die twee jaar is de koopkracht licht gestegen.

De rapporteur,

Marco Van Hees

De voorzitters,

Joris Vandenbroucke (a.i.)
Marco Van Hees (a.i.)
Dieter Vanbesien (a.i.)



Environnement externe : les turbulences ont diminué, mais des nuages ont continué de s'accumuler



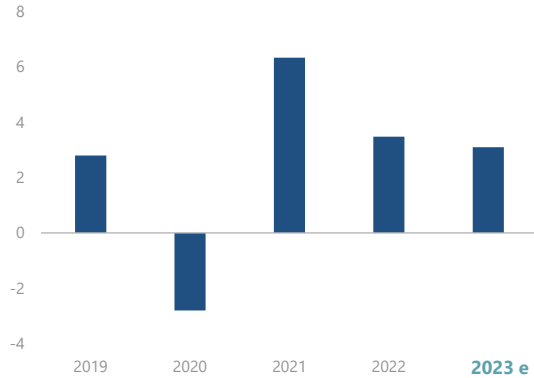
Consommation de **services** allante
Création d'emplois robuste
Normalisation des chaînes d'approvisionnement
Baisse de la pression sur les prix (énergie !)



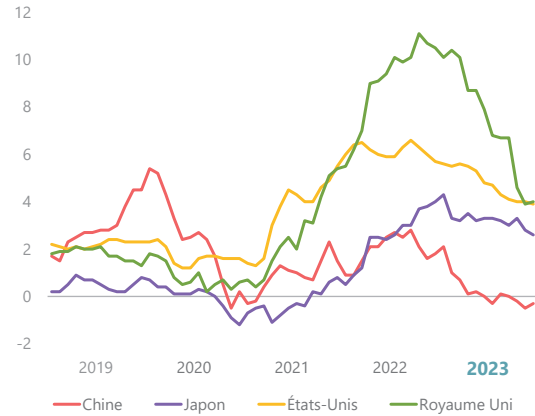
Faiblesse de l'activité **industrielle**
Atonicité du **commerce mondial**
Tensions géopolitiques persistantes
Net resserrement de la politique monétaire

Vers un atterrissage en douceur?

Croissance du PIB mondial en volume
(pourcentages de variation)

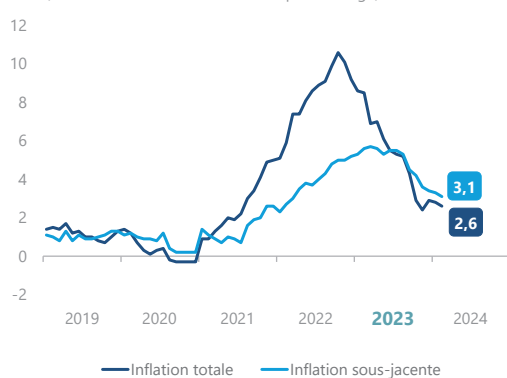


Inflation totale
(variations annuelles, en pourcentage)

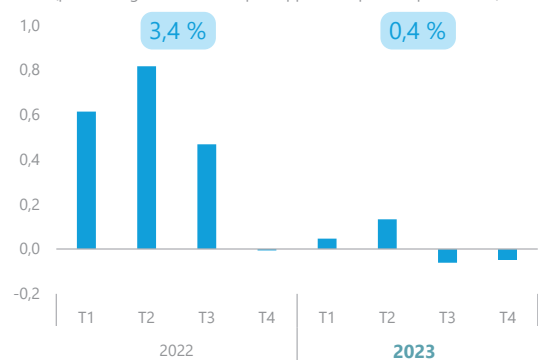


Zone euro : baisse rapide de l'inflation et croissance atone

Inflation
(variations annuelles de l'IPCH, en pourcentage)



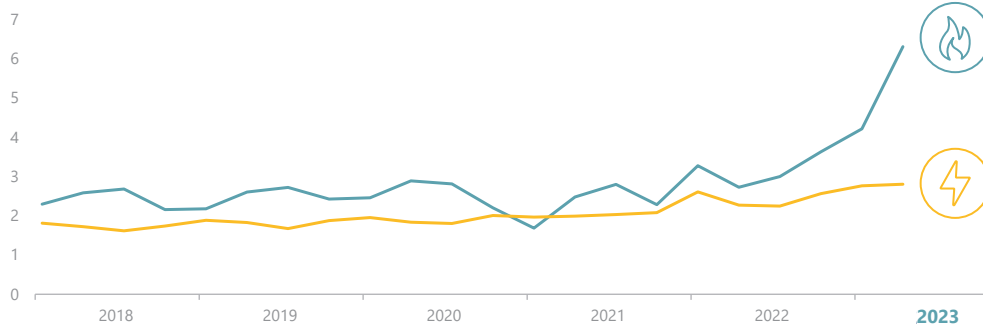
Croissance du PIB en volume
(pourcentages de variation par rapport à la période précédente)



La faiblesse de la croissance tient au resserrement de la politique monétaire et à des facteurs conjoncturels, mais également à des éléments structurels comme la dégradation de la compétitivité

Le renchérissement relatif de l'énergie a sapé la compétitivité-coût européenne

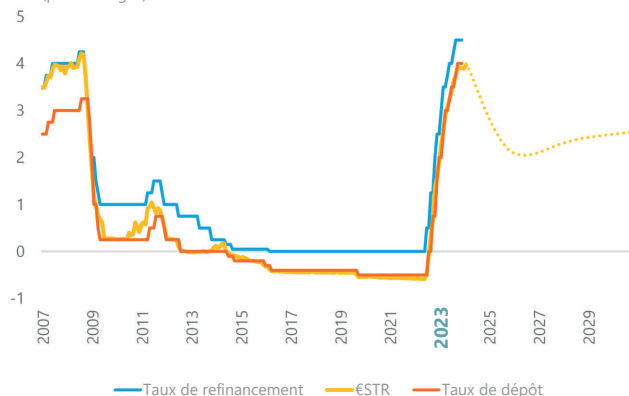
Prix du gaz et de l'électricité dans l'industrie européenne par rapport aux États-Unis
(prix du gaz naturel et de l'électricité en Europe, multiple du prix aux États-Unis, données trimestrielles jusqu'en 2023 T2)



Impact sur la compétitivité en raison de l'accélération de la transition climatique européenne ...

Les taux d'intérêt directeurs ont été considérablement relevés: devront-ils longtemps être maintenus à de tels niveaux?

Taux d'intérêt (directeurs) dans la zone euro
(pourcentages)



Wage data will be vital in deciding when to begin monetary easing

Réunion de la BCE du 7 mars

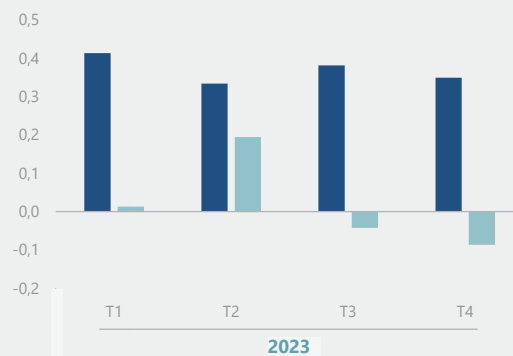
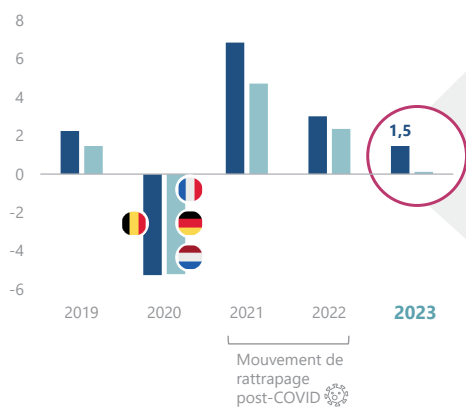
Décision de maintenir les taux d'intérêt directeurs inchangés

La robustesse de la demande intérieure a continué de stimuler la croissance belge

Banque Nationale Bank
DE NEDERLANDEN
VAN BELGIË
Eurosystem

La croissance belge est demeurée relativement forte et supérieure à son potentiel tout au long de l'année

Croissance du PIB en volume
(pourcentages de variation par rapport à la période précédente)

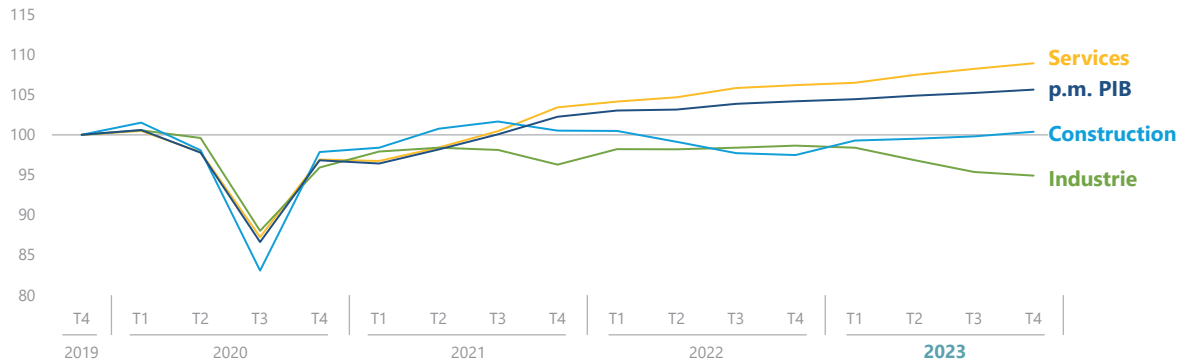


Banque Nationale Bank
DE NEDERLANDEN
VAN BELGIË
Eurosystem

8

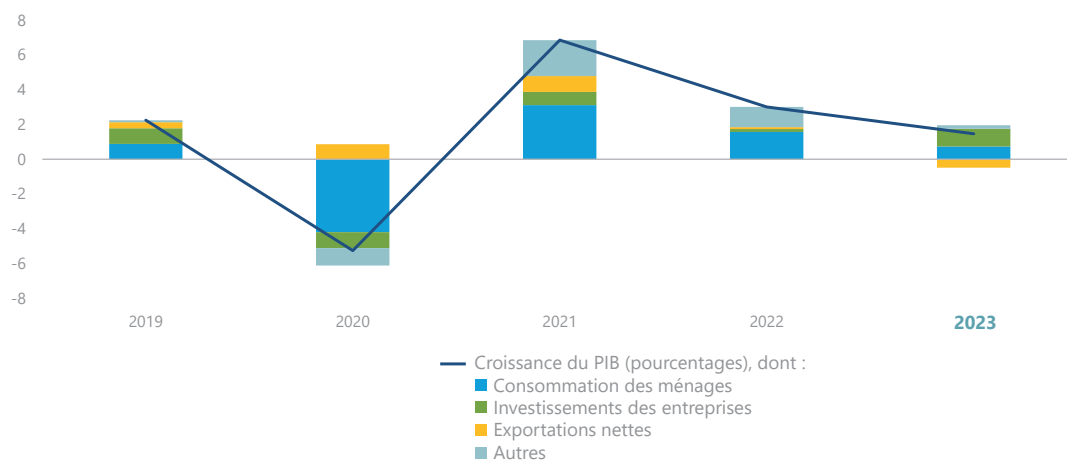
La vigueur des services a plus que compensé le ralentissement de l'industrie

Valeur ajoutée en Belgique
(indice de volume, 2019 T4 = 100)



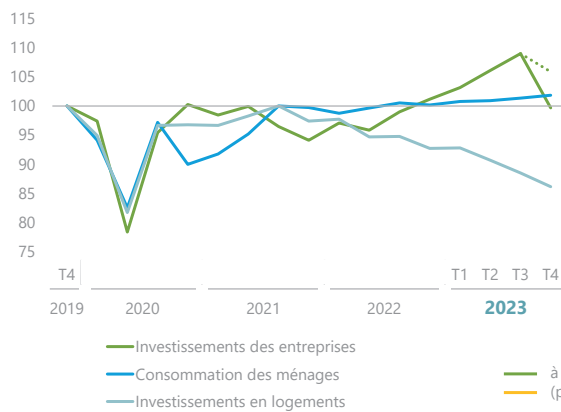
La robustesse de la demande intérieure a stimulé la croissance

Contributions à la croissance annuelle du PIB en volume
(points de pourcentages, sauf mention contraire)



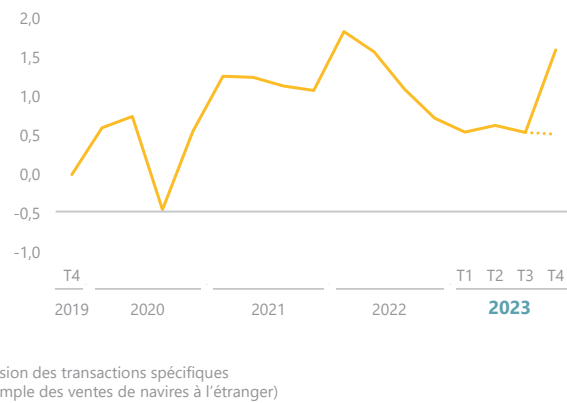
Nette hausse des investissements des entreprises ; ralentissement des investissements en logements et des exportations nettes

Investissements des entreprises et consommation des ménages
(indice de volume, 2019 T4 = 100)



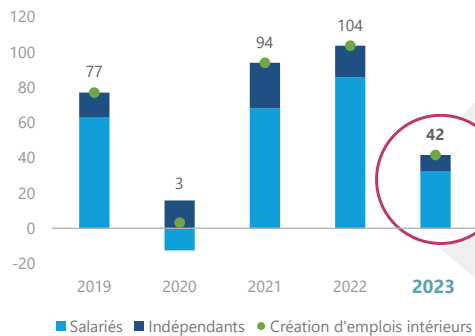
Exportations nettes

(contribution cumulée des exportations nettes à la croissance du PIB depuis 2019 T4)



Modération de la création d'emplois (concentrée dans les services, dont le secteur public au sens large)

Création d'emplois intérieurs
(milliers)

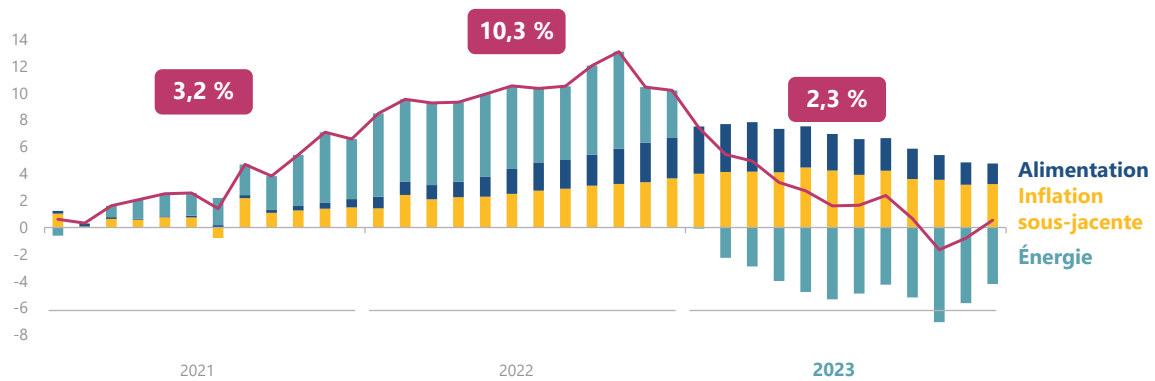


Création d'emplois	milliers de personnes	pourcentages
Industrie	0	0,1
Construction	3	1,0
Services marchands	14	0,6
Services non marchands	26	1,4
Agriculture	-2	-2,6
Total	42	0,8

Baisse rapide de l'inflation initiée par la forte baisse des prix de l'énergie

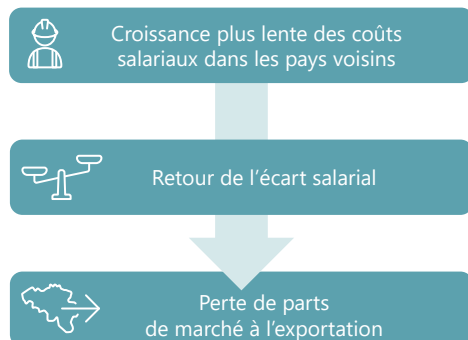
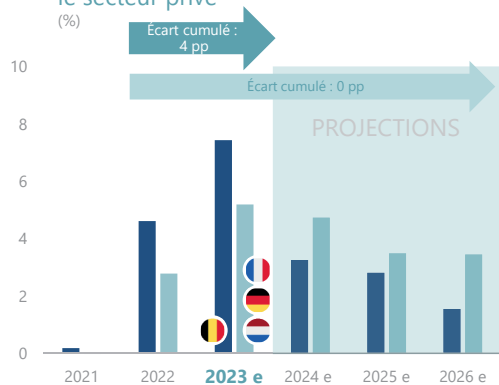
Inflation (IPCH)

(contributions en points de pourcentage à l'inflation totale (pourcentages), inflation annuelle dans les cases)



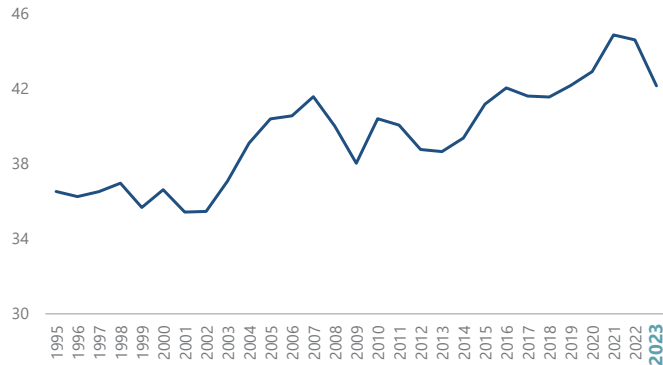
L'augmentation des coûts salariaux a altéré la compétitivité-coût

Croissance des coûts salariaux horaires dans le secteur privé (%)



Les confortables marges bénéficiaires du passé ont servi d'amortisseurs

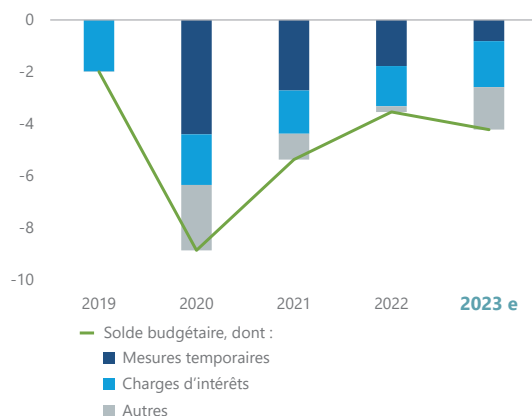
Taux de marge des sociétés non financières
(excédent brut d'exploitation en pourcentage de la valeur ajoutée)



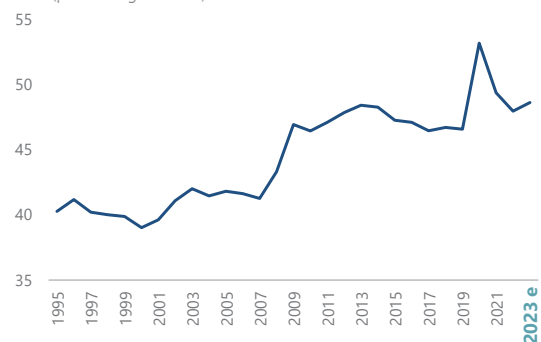
ce qui **réduit** le risque d'une **spirale prix-salaires** de longue durée

Les finances publiques belges demeurent une source de préoccupation : la croissance tendancielle des dépenses courantes grève le budget

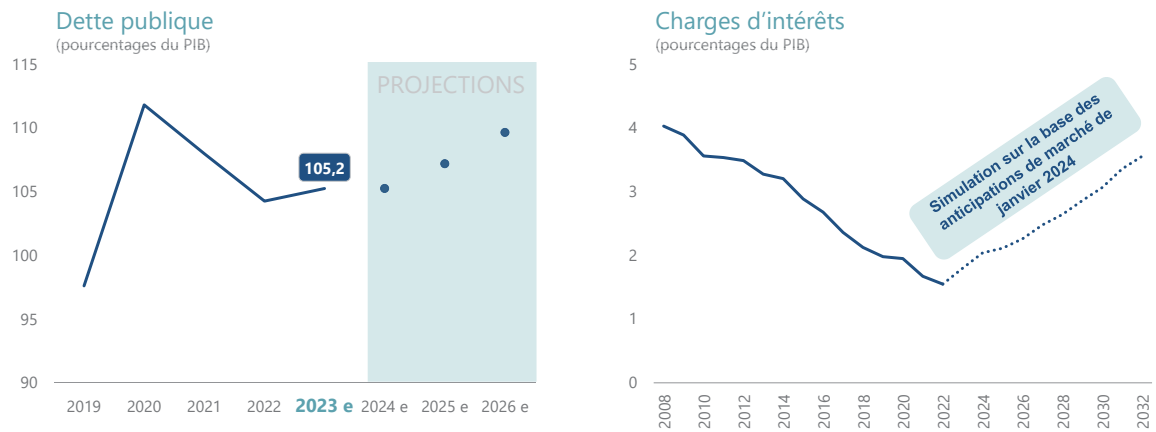
Solde budgétaire
(pourcentages du PIB)



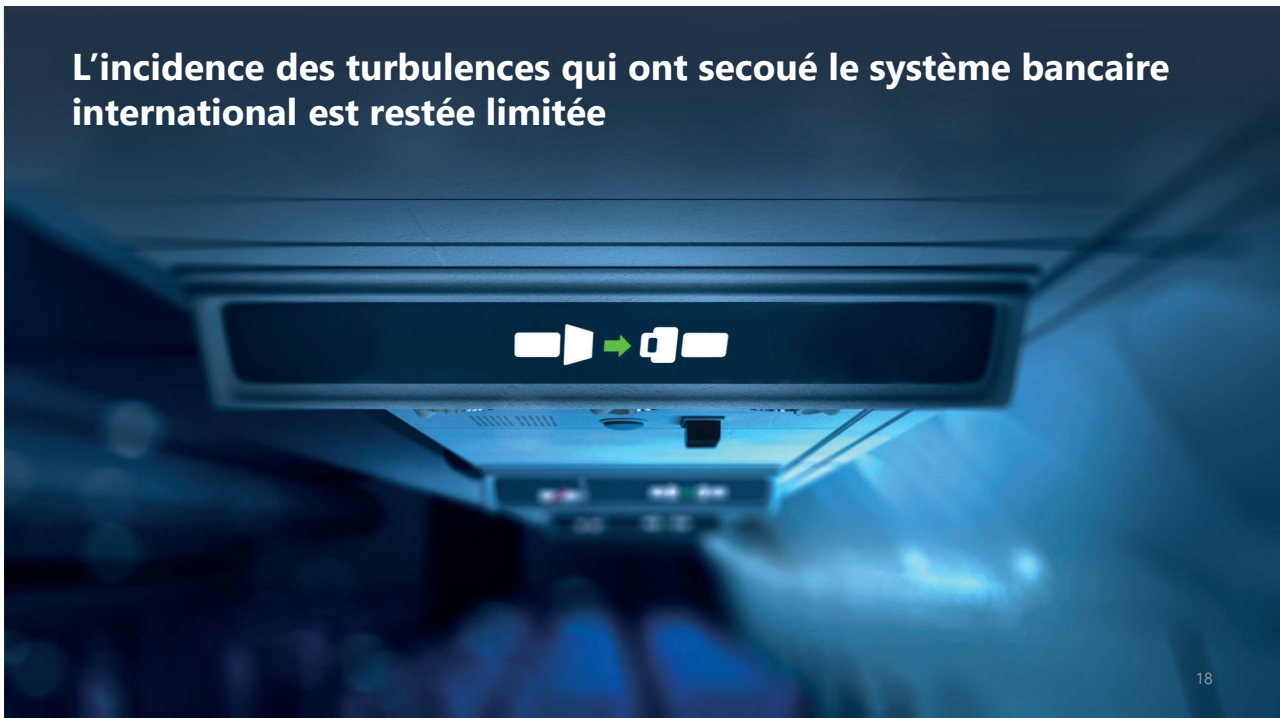
Dépenses publiques courantes hors charges d'intérêts
(pourcentages du PIB)



La dette publique s'inscrit à nouveau en hausse et la montée des charges d'intérêts suggère une dangereuse dynamique

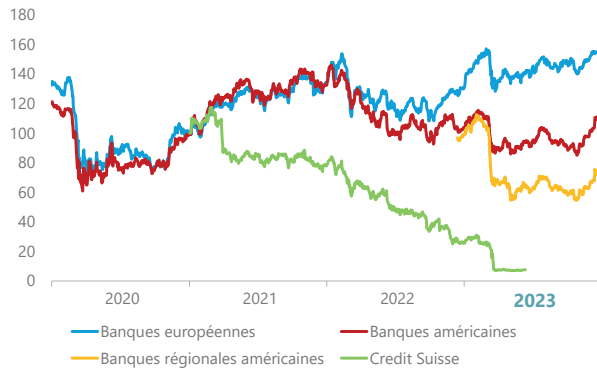


L'incidence des turbulences qui ont secoué le système bancaire international est restée limitée



Une rentabilité saine et des coussins de protection solides ont assuré la résilience des banques belges

Cours boursiers des banques
(indice des prix, 1er janvier 2021 = 100)

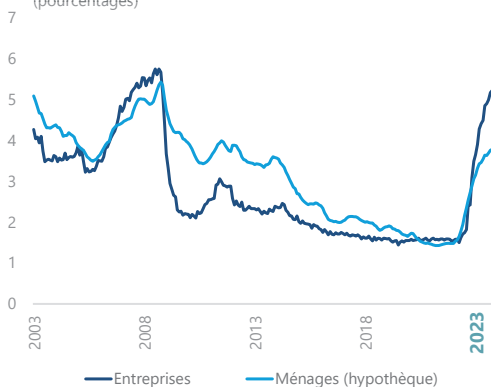


(pourcentages)

	2020	2021	2022	2023
Rendement des fonds propres	5,9	10,2	9,9	12,1
Ratio de fonds propres – CET 1	17,2	17,7	17,3	16,7
Ratio de couverture de liquidité – LCR	181,6	184,5	157,7	153,3

Le resserrement monétaire s'est accompagné d'une hausse des taux des nouveaux emprunts ; ralentissement du marché immobilier

Taux d'intérêt bancaires pour les nouveaux emprunts
(pourcentages)



-18%

Transactions immobilières résidentielles

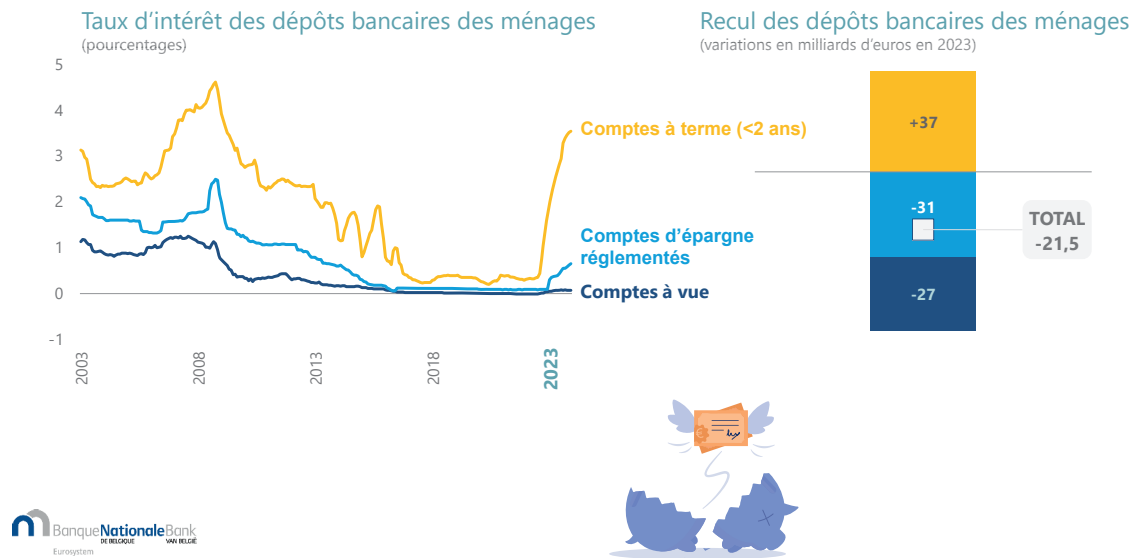


-28%

Nouveaux crédits hypothécaires



Le relèvement des taux d'épargne s'est fait attendre et les ménages ont cherché des alternatives



21

De nouvelles réformes structurelles sont nécessaires pour rendre l'économie plus performante et plus résiliente



22

La trajectoire de la politique budgétaire nécessite d'être ajustée afin de pouvoir supporter les coûts des défis à plus long terme



Effort budgétaire requis de 0,4 % du PIB/an (€ 2,5 milliards) uniquement pour maintenir le déficit budgétaire constant

Coûts budgétaires
(estimations actuelles)



4 % du PIB d'ici 2050
(Comité d'Étude sur le Vieillessement)

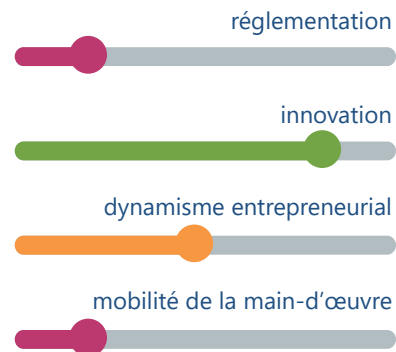
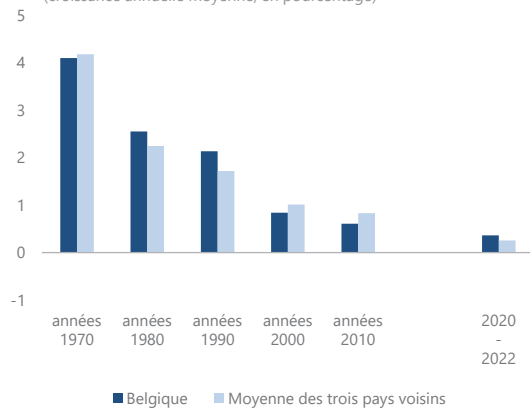
0,5 % du PIB d'ici 2040
(FMI)

Une importante consolidation budgétaire doit s'accompagner de réformes macroéconomiques



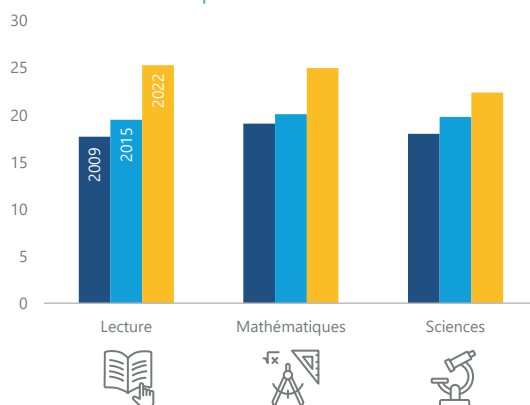
La croissance de la productivité recule

Croissance du PIB par heure ouvrée
(croissance annuelle moyenne, en pourcentage)

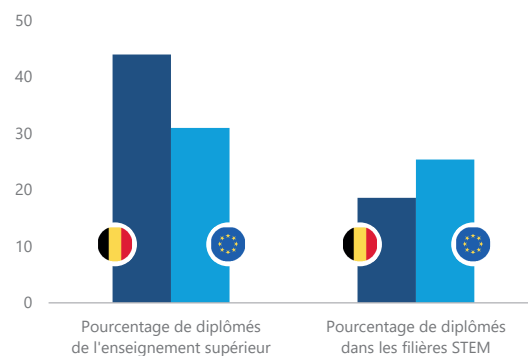


Le recul de la qualité de l'enseignement pèse sur les perspectives de croissance de la productivité

Part des étudiants de 15 ans ayant obtenu un score insuffisant à l'enquête PISA en lecture, en mathématiques et en sciences



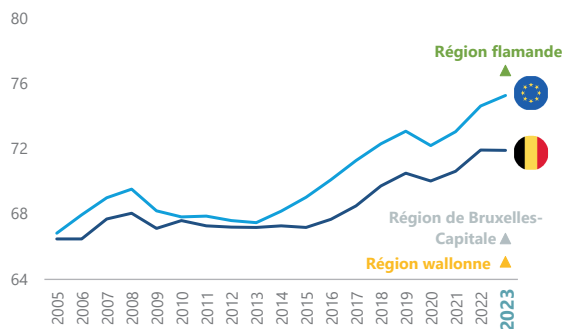
Part des étudiants de l'enseignement supérieur et part des diplômés dans les filières STEM



Poursuivre le redressement du taux d'emploi nécessite des incitants (financiers) appropriés et une politique d'activation efficace

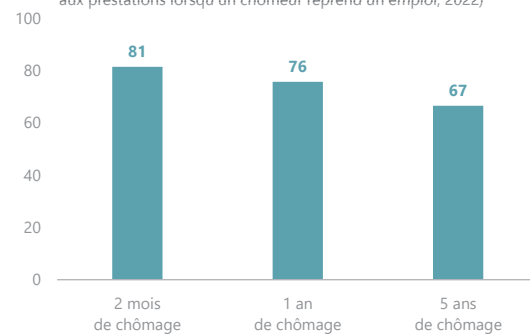
Taux d'emploi

(travailleurs en pourcentage de la population en âge de travailler, 20-64 ans)



Piège au chômage

(pourcentage des revenus bruts du nouvel emploi qui sont perdus en raison d'une augmentation des impôts ou d'une diminution des droits aux prestations lorsqu'un chômeur reprend un emploi, 2022)

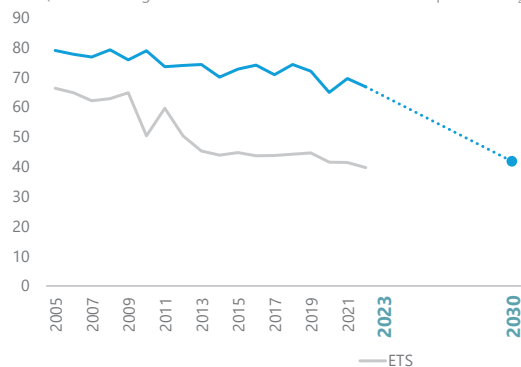


exemple pour un célibataire sans enfant dont le salaire brut équivalait au salaire brut moyen

Une approche plus volontariste s'impose désormais pour accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre

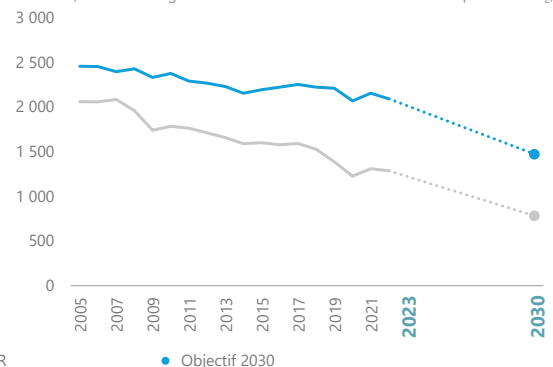
Belgique

(émissions de gaz à effet de serre en millions de tonnes équivalent CO₂)



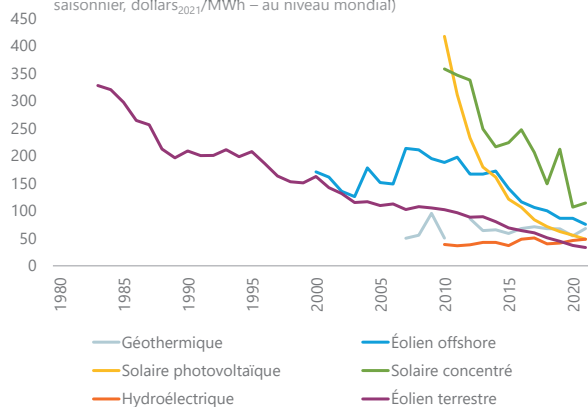
Union européenne

(émissions de gaz à effet de serre en millions de tonnes équivalent CO₂)

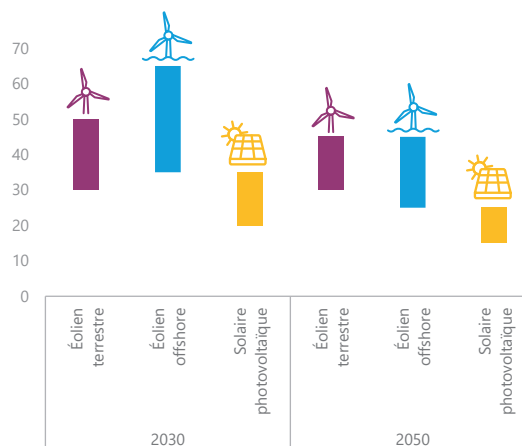


Les coûts des énergies renouvelables devraient continuer à reculer

Coûts de production moyens actualisés
des énergies renouvelables aujourd'hui ...
(à l'exclusion des coûts liés à l'équilibrage du réseau et au stockage
saisonnier, dollars₂₀₂₁/MWh – au niveau mondial)



... et en 2030-2050



Il est dans un premier temps nécessaire de créer un terrain propice à l'électrification



permis

investissements

contraintes d'offre

pénurie de main-d'œuvre

1

garantir l'alimentation énergétique
(indépendance stratégique européenne)
renforcer l'infrastructure, la capacité du
réseau et la capacité de distribution

2

rendre le choix de
l'électrification plus attractif

3

gérer l'incidence sur le budget
des administrations publiques et les
éventuels effets redistributifs non désirés

La décarbonation du parc résidentiel belge reste trop axée sur les (très coûteuses) rénovations

21%
de la
consommation
énergétique belge

15%
des émissions
directes de GES



Miser sur une
baisse de la demande
énergétique
(isolation/rénovation)



Investir dans les
technologies décarbonées
pour le chauffage
(p. ex. pompes à chaleur)



Conclusion

L'économie belge en 2023



Croissance économique
robuste portée par la
demande intérieure



Recul rapide de l'inflation et
diminution du risque de
spirale prix-salaires
prolongée



Des réformes
structurelles ne peuvent
plus être retardées

Chiffres-clés

Pourcentages de variation, sauf mention contraire	2019	2020	2021	2022	2023
PIB en volume	2,2	-5,3	6,9	3,0	1,5
Consommation des ménages	1,7	-8,2	6,3	3,2	1,4
Investissements des entreprises	5,6	-5,5	4,7	1,1	6,3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,4	0,9	0,9	0,1	-0,5
Inflation totale (IPCH)	1,2	0,4	3,2	10,3	2,3
Inflation sous-jacente	1,5	1,4	1,3	4,0	6,0
Emploi	1,6	0,1	1,9	2,1	0,8
Taux de chômage (en pourcentage de la population active)	5,4	5,6	6,3	5,6	5,6
Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)	-2,0	-8,9	-5,4	-3,5	-4,2



www.nbb.be

INFO

33

Contribuez au baromètre de conjoncture en moins de 5 minutes par mois

Pourquoi?



Être informé de l'évolution économique **avant** les statistiques traditionnelles



Meilleure représentativité
= analyse plus fine par secteur
= meilleure évaluation du positionnement



Participer
= accès à des résultats plus détaillés pour la comparaison avec vos pairs

Comment ?

Participez aux enquêtes!

Via un outil online:

- invitation par mail,
- lien personnel,
- multiplateforme (pc, mobile).

Enregistrez votre entreprise aujourd'hui via



40%

Obstacles et taux d'activité

* Quels sont les principaux facteurs qui limitent actuellement votre activité?

☐ aucun

☐ insuffisance de la demande

☐ manque de personnel

☐ manque d'espace et/ou d'équipement

☐ contraintes financières

☐ autres facteurs

Indiquez quelles sont les causes principales qui limitent votre activité actuellement. Les contraintes financières concernent aussi bien les crédits d'investissement que les liquidités financières. S'il n'y a pas d'obstacles, cochez alors la case "aucun".

* Si la demande se renforce, pourriez-vous augmenter le volume de votre activité avec vos ressources actuelles?

☐ Oui

☐ Non

Précédent Suivant

Sources et notes

- 2 Rapport annuel chapitre 1
- 3 Rapport annuel chapitre 1 – page 49 & 73
FMI, LSEG.
- 4 Rapport annuel chapitre 1 – page 49 & 73
Eurostat (la dernière observation de l'inflation date février 2024).
- 5 Rapport annuel chapitre 6 – page 177 & 182
IEA Energy prices and taxes statistics.
- 6 Rapport annuel chapitre 1 – page 55; chapitre 2 – page 84
Eurostat, LSEG.
€STR = EONIA moins 8,5 points de base avant octobre 2019, à partir de février 2024, l'€STR à été prolongé en fonction des anticipations du marché (ligne pointillée).
- 7 Rapport annuel chapitre 4 – section 4.1 – à partir de la page 121
- 8 Rapport annuel chapitre 4 – page 122
Eurostat, ICN, BNB.
- 9 Rapport annuel chapitre 4 – page 123
ICN, BNB.
- 10 Rapport annuel chapitre 4 – section 4.1
ICN, BNB.
- 11 Rapport annuel chapitre 4 – page 122, 131, 132, 135 & 137
ICN, BNB.
Les statistiques de l'ICN pour le quatrième trimestre de 2023 montrent une forte diminution des investissements des entreprises, qui tient à des ventes exceptionnelles et temporaires de biens d'investissement à l'étranger. Ces ventes stimulent aussi temporairement les exportations nettes et compensent donc l'incidence sur la croissance du PIB. Les lignes pointillées sur le graphique montrent l'évolution sous-jacente de ces composantes, c'est-à-dire corrigée des ventes exceptionnelles.
- 12 Rapport annuel chapitre 5 – page 146
ICN, BNB.

Sources et notes

- 13 Rapport annuel chapitre 3 – section 3.3 – à partir de la page 112
Eurostat, BNB.
- 14 Rapport annuel chapitre 3 – section 3.1 – à partir de la page 102
Eurosystem, ICN, BNB.
- 15 Rapport annuel chapitre 3 – section 3.2 – à partir de la page 107; chapitre 4 – section 4.3 – à partir de la page 133
ICN, BNB.
Moyennes des trois premiers trimestres de 2023.
- 16 Rapport annuel chapitre 8 – page 231 & 232
ICN, BNB.
Mesures temporaires associées au COVID-19 (à partir de 2020) et facteurs temporaires liés à la crise énergétique et à la guerre en Ukraine (financement inclus) à partir de 2022.
- 17 Rapport annuel chapitre 8 – page 232, 253 & 254
ICN, BNB.
- 18 Rapport annuel chapitre 1 et le part « Réglementation et contrôle prudentiels »
- 19 Rapport annuel chapitre 1 – page 59; chapitre 7 – page 222
LSEG, BNB.
- 20 Rapport annuel chapitre 7 – page 199 & 205
BCE, Statbel, BNB.
- 21 Rapport annuel chapitre 7 – encadré 7 – à partir de la page 209
NB.
- Ces données sont tirées d'une enquête sur les taux d'intérêt réalisée auprès des banques. Avant juillet 2016, le taux des comptes d'épargne n'incluait que le taux de base. Depuis juillet 2016, les primes (telles que les primes de fidélité ou de croissance) sont également incluses là où elles sont applicables. En pratique, il est possible d'observer un certain délai entre l'ajustement des primes de fidélité par les banques et leur répercussion sur ces données.*
- 22 Rapport annuel préambule, chapitre 6 et chapitre 8

Sources et notes

- 23 Rapport annuel préambule – alinéa 47 – page 23; chapitre 6 – section 6.3 – à partir de la page 179, chapitre 8 – page 246
[IMF \(2023\), 'How Does Decarbonization Change the Fiscal Equation?', presentatie voor the Peterson Institute tijdens event over 'The macroeconomic implications of climate action', 5 juni.](#)
- 24 Rapport annuel préambule – alinéa 50 – page 24
- 25 Rapport annuel chapitre 6 – section 6.1 – à partir de la page 168
 Eurostat, BNB.
- 26 Rapport annuel chapitre 6 – page 169
 Eurostat, OCDE.
PISA (Programme for International Student Assessment) est une évaluation comparative internationale à grande échelle liée à la qualité de l'éducation. STEM signifie science, technologie, ingénierie et mathématiques.
- 27 Rapport annuel chapitre 5 – page 147 & 161
 Eurostat, Statbel, OCDE.
Moyennes des trois premiers trimestres de 2023.
- 28 Rapport annuel chapitre 6 – page 180
 AEE, CE, Eurostat.
*Le système ETS (Emissions Trading System, système d'échange de quotas d'émissions) règle l'émission des entreprises les plus énergivores dans l'UE. L'ESR (Effort Sharing Regulation, règlement sur la répartition de l'effort) réglemente toutes les émissions qui ne relèvent pas du système ETS. Il s'agit des émissions provenant du transport routier, des bâtiments, du traitement des déchets et de l'agriculture.
 Les chiffres présentés ne tiennent pas compte des émissions provenant du secteur « utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie », qui relèvent d'une autre réglementation.
 L'objectif 2030 de la Belgique est défini sur la base de la répartition entre les États membres des efforts nécessaires pour atteindre l'objectif de l'UE dans les secteurs soumis à l'ESR.*
- 29 Rapport annuel chapitre 6 – page 183
 IRENA (2022), Renewable Power Generation Costs in 2021, BP (2022), BP Statistical review of world energy 2022, LSEG, IEA (2022), World energy outlook 2022.
Les coûts de production unitaires moyens actualisés de l'énergie renouvelable ne tiennent compte que des coûts de génération de l'énergie, abstraction faite des coûts liés à l'équilibrage du réseau et au stockage saisonnier.

Sources et notes

- 30 Rapport annuel préambule – alinéa 69, 70 & 74 – page 29 & 30
- 31 Rapport annuel chapitre 6 – encadré 5 – à partir de la page 188

Jaarverslag 2023

Pierre Wunsch - Gouverneur
Commissie Financiën en Begroting
20 maart 2024

 Banque Nationale Bank
DE BELGIË VAN BELGIË
Eurosystem

Externe omgeving: minder turbulentie in 2023 al bleven er wolken aan de horizon



Sterke consumptie van **diensten**
Robuuste jobcreatie
Normalisatie van aanvoerlijnen
Lagere prijsdruk (energie!)

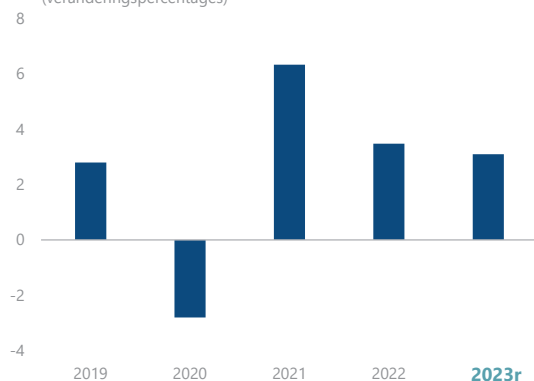


Zwakke **industriële** activiteit
Futloze wereld**handel**
Aanhoudende geopolitieke spanningen
Sterke verstrakking monetair beleid

 Banque Nationale Bank
DE BELGIË VAN BELGIË
Eurosystem

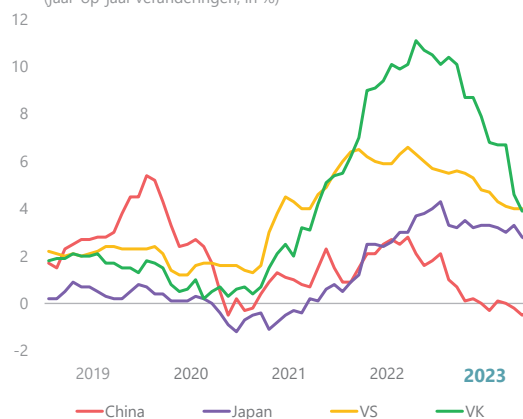
Op koers voor een zachte landing?

Wereld bbp-groei naar volume
(veranderingspercentages)



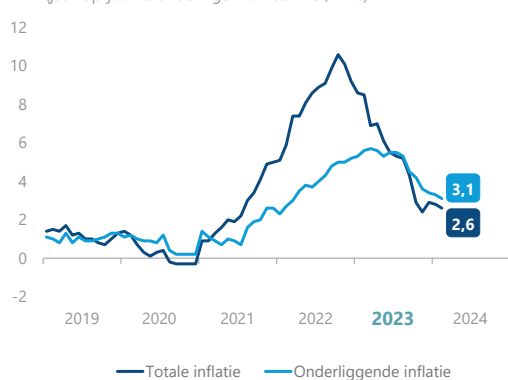
Totale inflatie

(jaar-op-jaar veranderingen, in %)



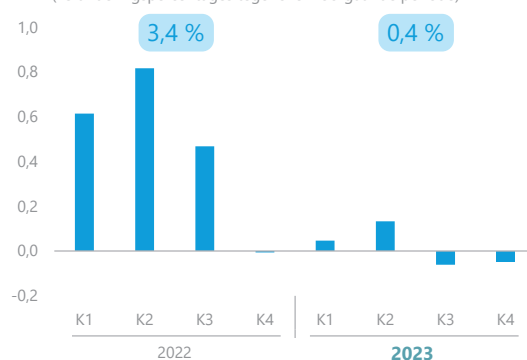
Het eurogebied kende een snelle inflatiedaling en amper groei

Inflatie
(jaar-op-jaar veranderingen van de HICP, in %)



Bbp-groei naar volume

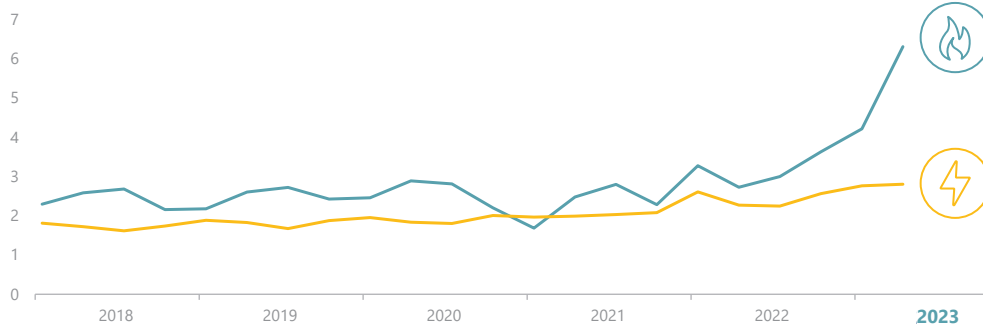
(veranderingspercentages tegenover voorgaande periode)



**Zwakke groei niet eenduidig veroorzaakt door
monetaire verstrakking of conjuncturele factoren
Ook structurele elementen
(verslechterd concurrentievermogen)**

Onder meer de relatief duurdere energie fnuikt de Europese kostenconcurrentiekracht

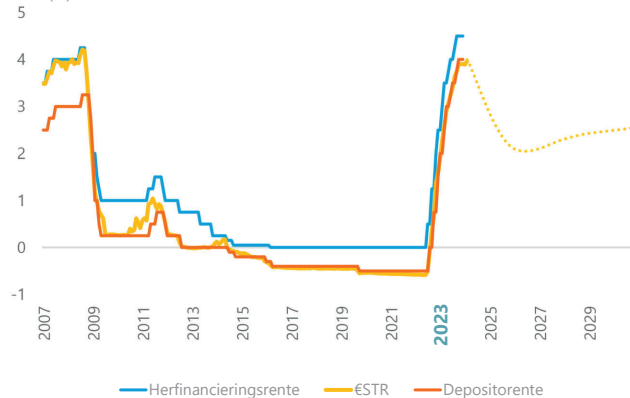
Prijsverschil voor gas en elektriciteit voor de Europese industrie t.o.v. de Verenigde Staten
(prijs van aardgas en elektriciteit in Europa uitgedrukt als verhouding t.o.v. die van de Verenigde Staten, kwartaalgegevens t.e.m. 2023K2)



Impact voor concurrentiekracht door snellere Europese klimaattransitie ...

Na de forse monetaire verstrakking is de vraag nu: hoe lang moet de beleidsrente hoog blijven?

(Beleids)rentetarieven in het eurogebied (%)



“Wage data will be vital in deciding when to begin monetary easing”

ECB meeting 7 maart

Besluit om de basisrentetarieven ongewijzigd te laten

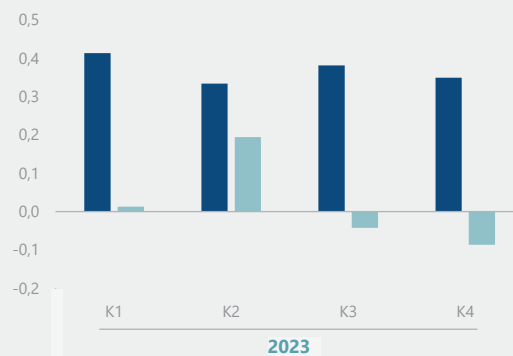
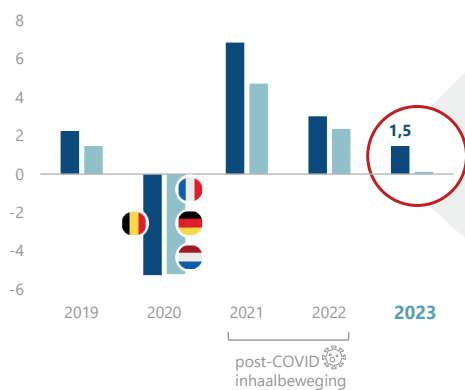
Robuuste binnenlandse vraag bleef de Belgische groei aandrijven

Banque Nationale Bank
DE NEDERLANDSE
EUROSYSTEM VAN BELGIË

De Belgische groei bleef relatief stevig doorheen het jaar, hoger dan potentieel

Bbp-groei naar volume

(veranderingspercentages tegenover voorgaande periode)

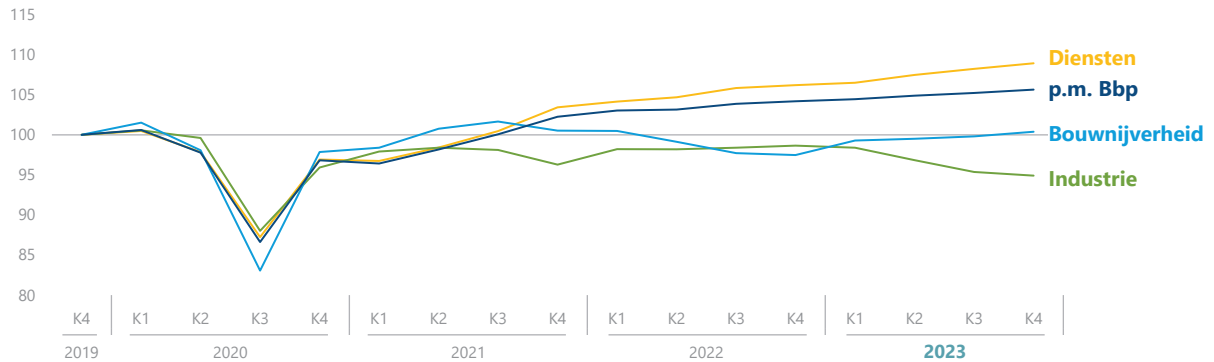


Banque Nationale Bank
DE NEDERLANDSE
EUROSYSTEM VAN BELGIË

8

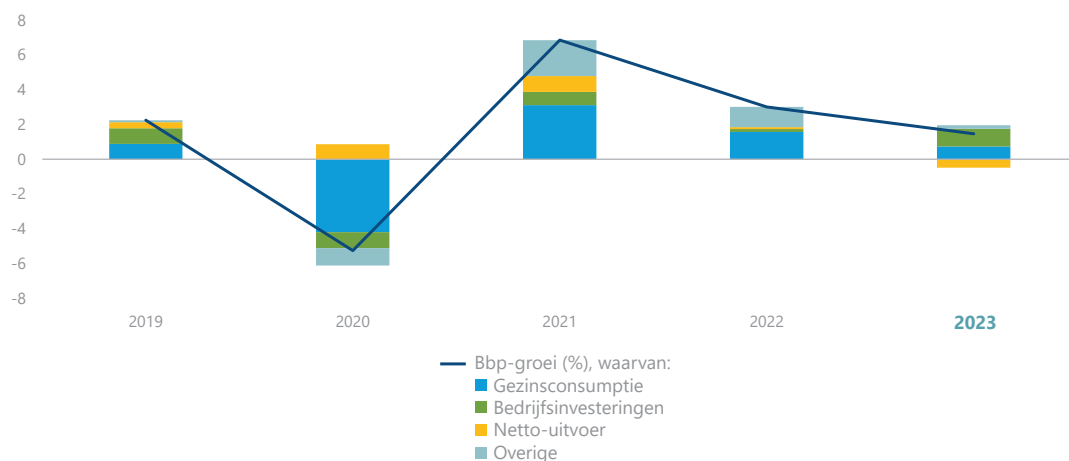
De Belgische industrie deelde in de Europese malaise maar dat werd meer dan gecompenseerd door de sterke dienstensector

Toegevoegde waarde in België
(volume-index 2019K4 = 100)

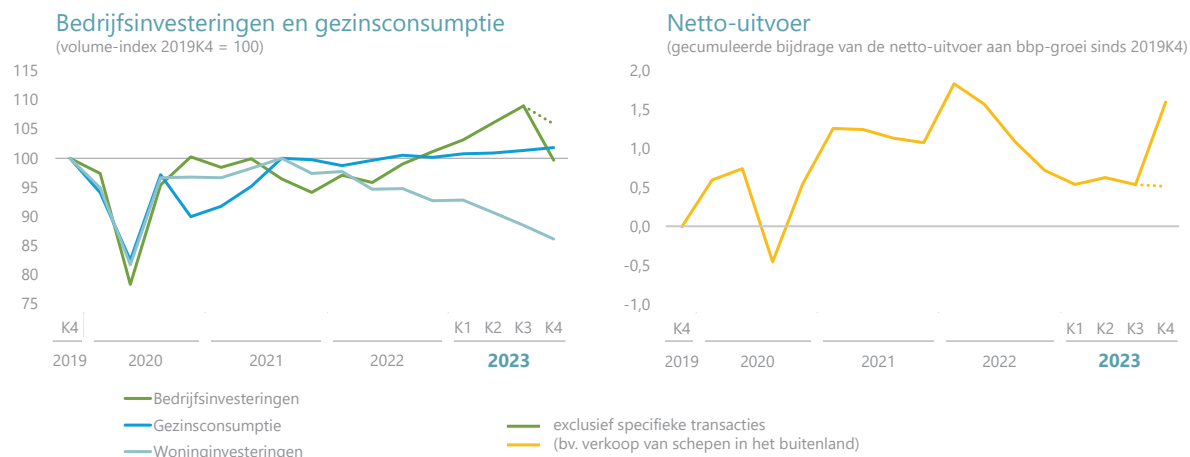


De robuuste binnenlandse vraag zorgde voor groei

Bijdragen aan de bbp-jaargroei naar volume
(in procentpunt, tenzij anders vermeld)



De bedrijfsinvesteringen zijn spectaculair toegenomen, terwijl woninginvesteringen en netto-uitvoer verzwakten



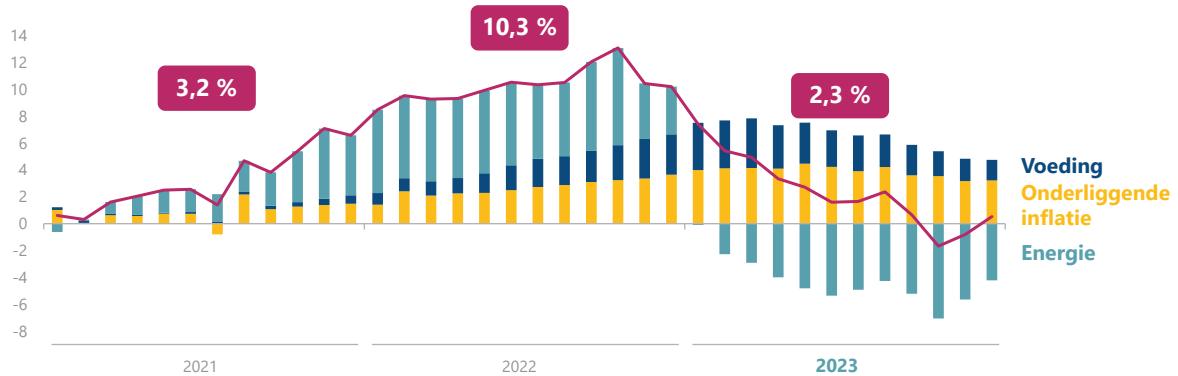
De jobcreatie matigde in 2023 en bestond vooral uit extra dienstenjobs, deels in de brede overheidssector



Snelle inflatiedaling, initieel dankzij fors lagere energieprijzen

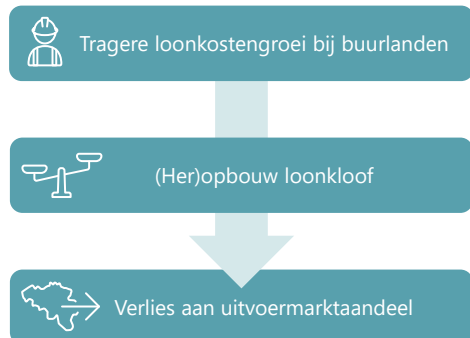
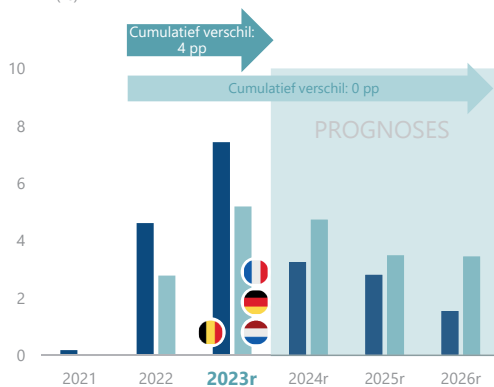
Inflatie (HICP)

(bijdragen in procentpunt aan de totale inflatie (%), inflatie op jaarbasis in kadertje)



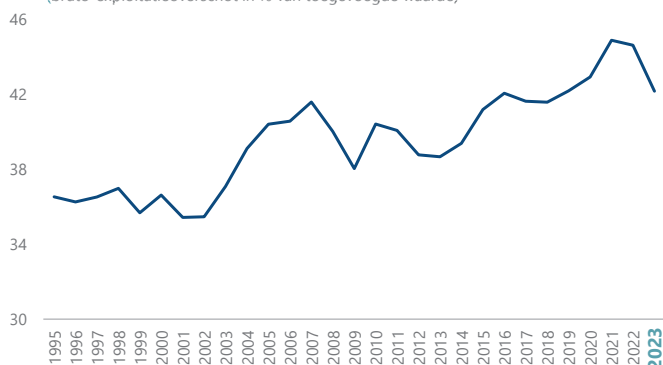
De loonkostenstijging verslechterde de kostenconcurrentiekracht

Uurloonkostengroei in de private sector (%)



Hoge winstmarges uit het verleden dienden als buffer

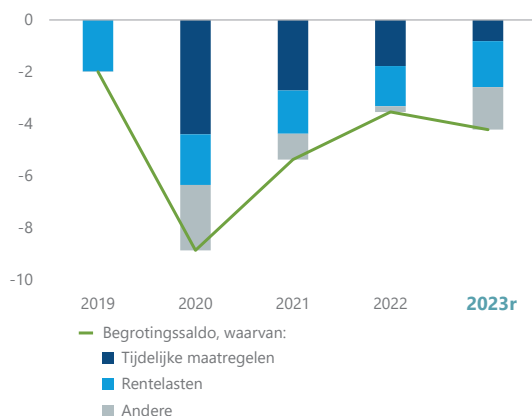
Margevoet van niet-financiële ondernemingen
(bruto-exploitatieoverschot in % van toegevoegde waarde)



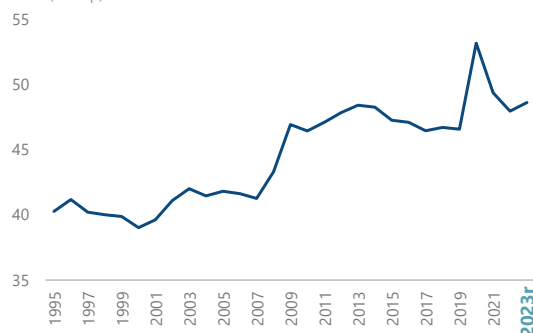
zo werd het risico op een langdurige
loonprijspiraal ingeperkt

De Belgische overheidsfinanciën blijven een zorgenkind: trendmatige uitgavengroei verslechtert de begroting

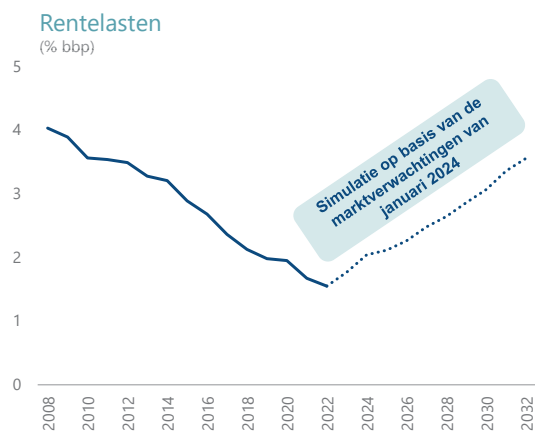
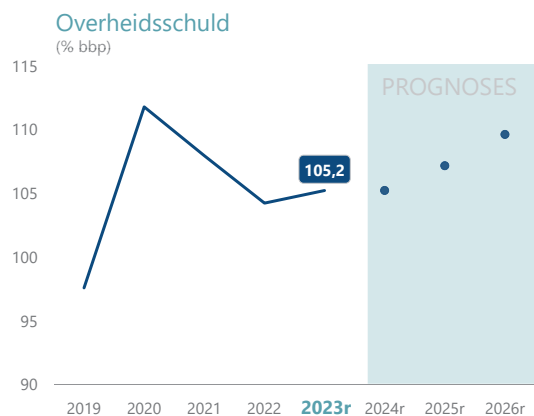
Nominaal begrotingssaldo
(% bbp)



Lopende overheidsuitgaven ongerekend
rentelasten
(% bbp)



De overheidsschuld stijgt dan ook weer en met extra rentelasten dreigt een gevaarlijke dynamiek

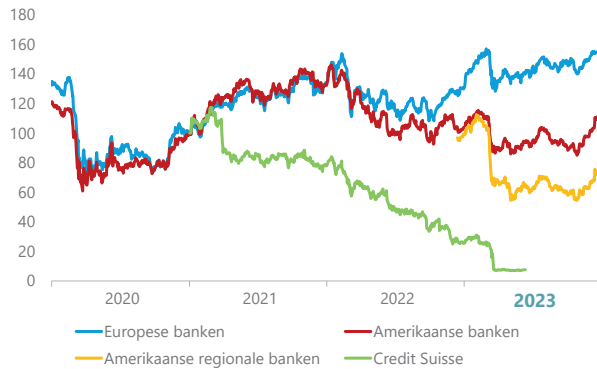


De impact van turbulenties in het wereldwijde bankstelsel bleef beperkt



Gezonde winstgevendheid en sterke buffers verzekerden de veerkracht van Belgische banken

Beurskoersen van de banken
(prijsindex, 1 januari 2021=100)



(in %)

Rendement eigen vermogen

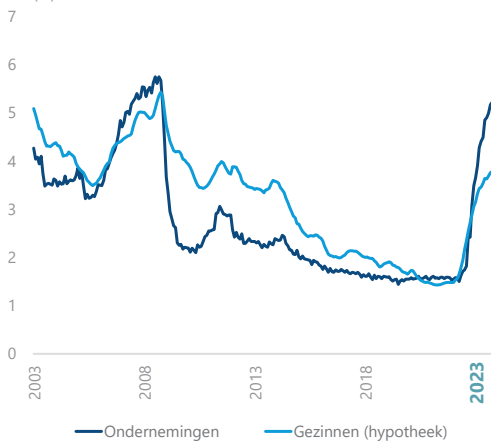
	2020	2021	2022	2023
Rendement eigen vermogen	5,9	10,2	9,9	12,1
Kapitaalratio - CET 1	17,2	17,7	17,3	16,7
Liquideitsratio - LCR	181,6	184,5	157,7	153,3

Kapitaalratio - CET 1

Liquideitsratio - LCR

Strakker monetair beleid ging gepaard met hogere rentetarieven voor nieuwe leningen; domper voor de woningmarkt

Bancaire rentetarieven voor nieuwe leningen
(%)



-18%

Woningtransacties

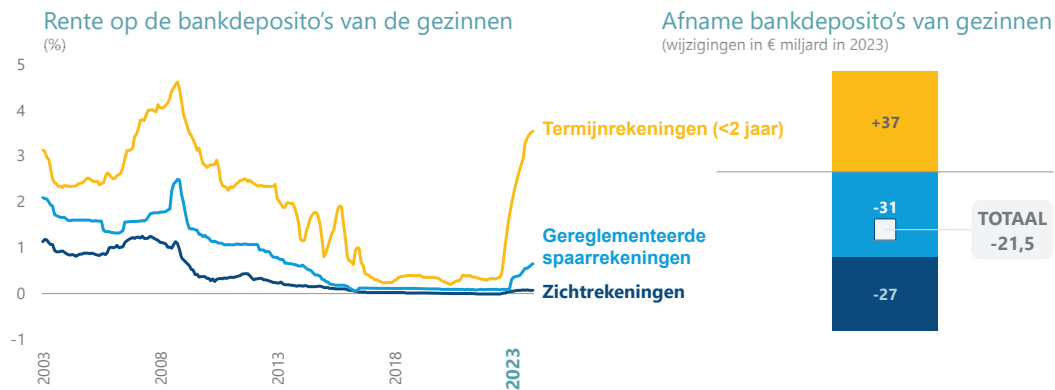


-28%

Nieuwe hypothecaire leningen



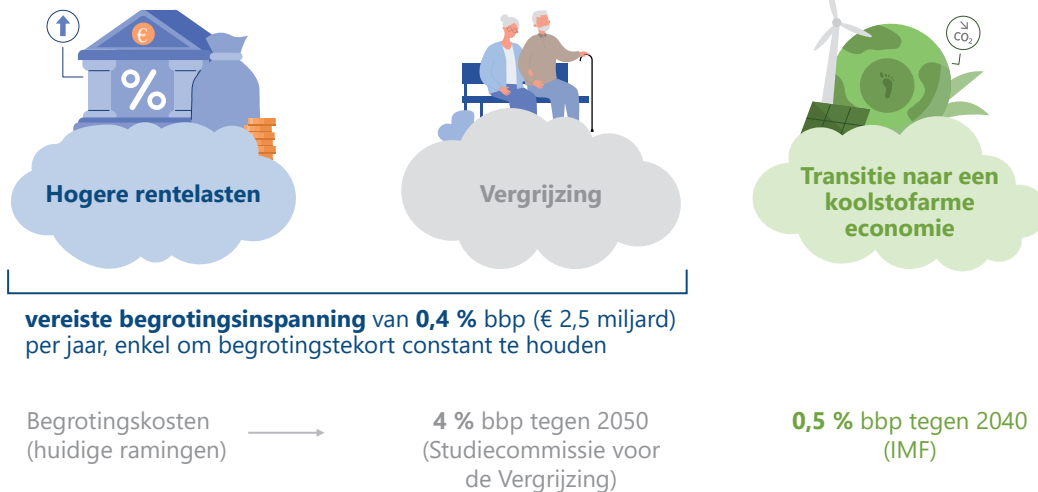
Hogere spaarrentes lieten op zich wachten en gezinnen gingen op zoek naar alternatieven



Verdere structurele hervormingen zijn nodig om de economie performanter en toekomstbestendig te maken



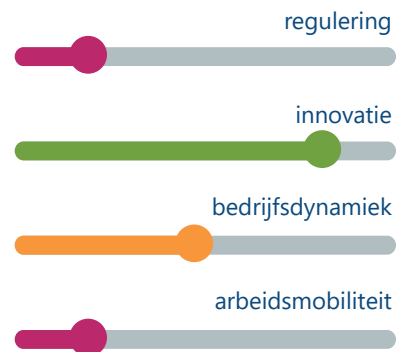
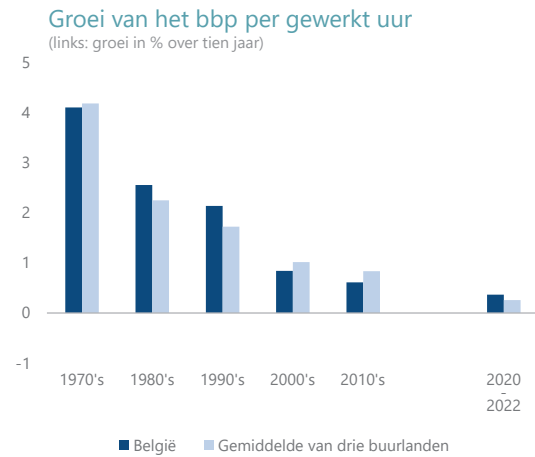
De koers van het begrotingsbeleid moet worden bijgestuurd om kosten van de uitdagingen op langere termijn te kunnen dragen



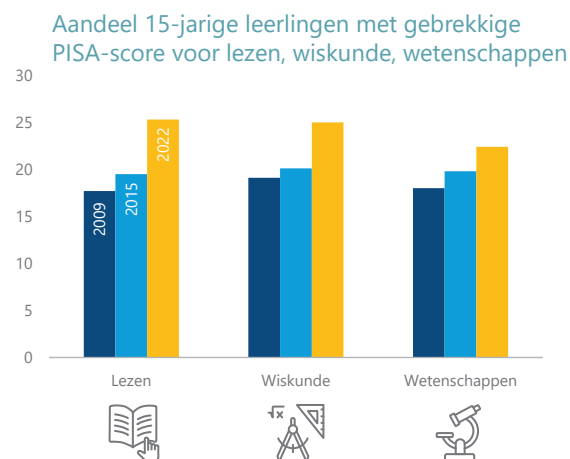
Een ingrijpende begrotingsconsolidatie moet hand in hand gaan met macro-economische hervormingen



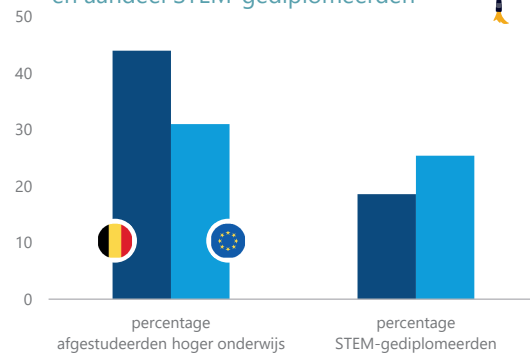
Productiviteitsgroei gaat in dalende lijn



De (tanende) kwaliteit van het onderwijs bepaalt de toekomstige productiviteitsgroei



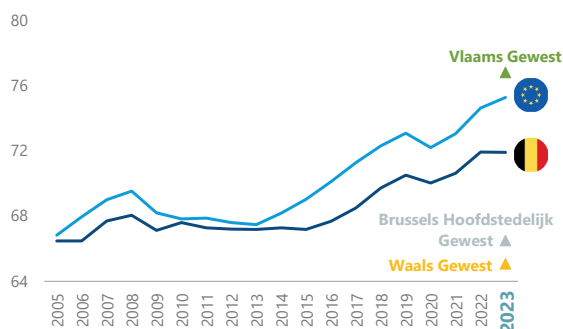
Aandeel studenten hoger onderwijs en aandeel STEM-gediplomeerden



Verder opkrikken van de werkgelegenheidsgraad vraagt gepaste (financiële) prikkels en een effectief activeringsbeleid

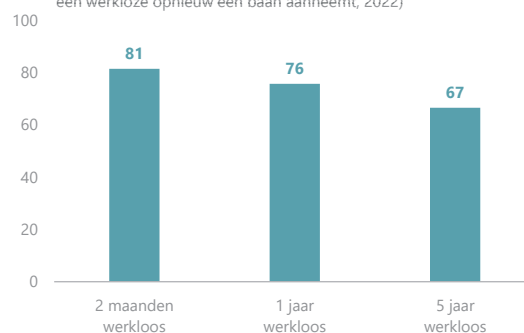
Werkgelegenheidsgraad

(werkenden in procent van bevolking op arbeidsleeftijd, 20-64 jaar)



Werkloosheidsval

(% van het brutoloon van de nieuwe baan dat verloren gaat door hogere belastingen of minder rechten op uitkeringen wanneer een werkloze opnieuw een baan aanneemt, 2022)

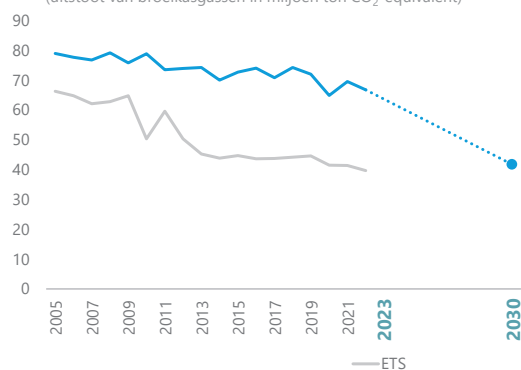


voorbeeld voor een alleenstaande zonder kinderen wiens brutoloon gelijk is aan het gemiddelde brutoloon

Een versnelde afname van de uitstoot van broeikasgassen vereist nu een meer sturende aanpak

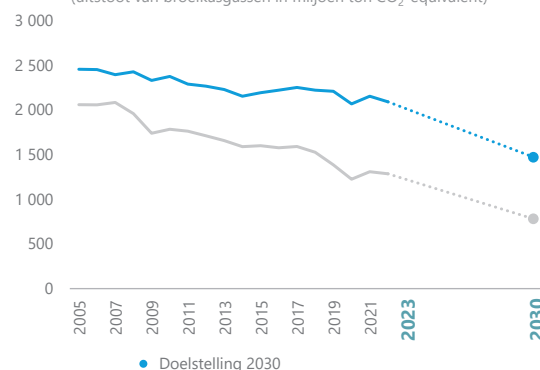
België

(uitstoot van broeikasgassen in miljoen ton CO₂-equivalent)



Europese Unie

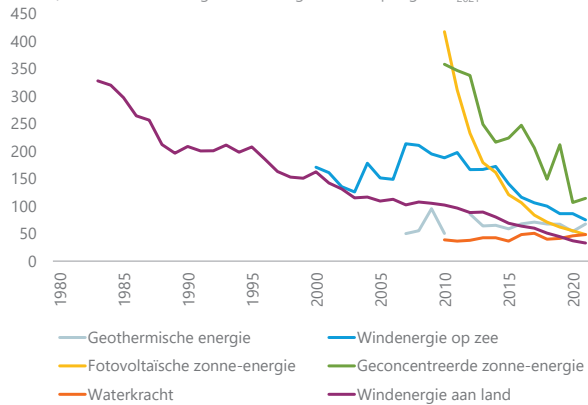
(uitstoot van broeikasgassen in miljoen ton CO₂-equivalent)



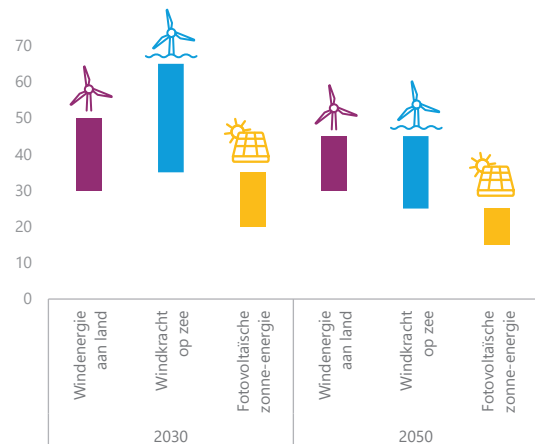
De kosten van hernieuwbare energie zouden verder afnemen

Genivelleerde kosten van
hernieuwbare energie vandaag ...

(exclusief netbelasting en seizoensgebonden opslag, USD₂₀₂₁/MWh - wereldwijd)



... en in 2030-2050



Eerst moet de juiste voedingsbodem voor elektrificatie worden gecreëerd



vergunningen
investeren
aanbodbeperkingen
arbeidsschaarste

1

energiebevoorrading garanderen
(strategische Europese onafhankelijkheid)
opschalen van infrastructuur,
netwerk- en distributiecapaciteit

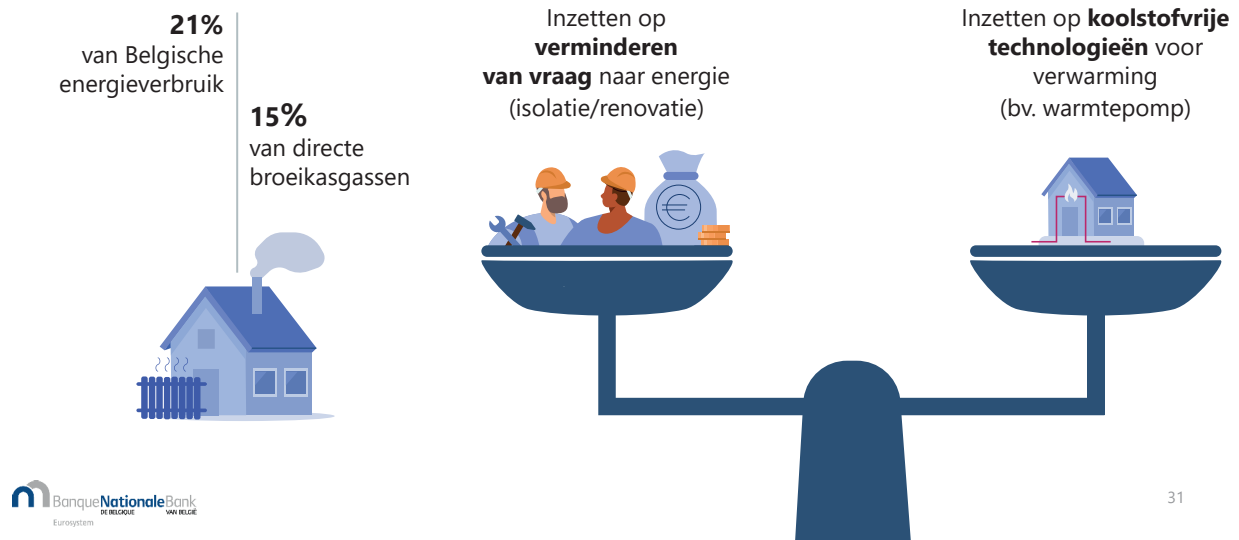
2

keuze voor elektrificatie relatief
aantrekkelijker maken

3

omgaan met impact op
overheidsbegroting en mogelijke
ongewenste herverdelingseffecten

Decarbonisatie van de Belgische woningstock is nog te eenzijdig gefocust op (heel dure) renovaties



Conclusie

De Belgische economie in 2023



Robuuste economische groei, gedreven door binnenlandse vraag



Snelle inflatiedaling en afname van risico op langdurige loon-prijsspiraal



Structurele hervormingen dulden geen verder uitstel

Kerncijfers

Veranderingspercentages, tenzij anders vermeld	2019	2020	2021	2022	2023
Reëel bbp	2,2	-5,3	6,9	3,0	1,5
Gezinsconsumptie	1,7	-8,2	6,3	3,2	1,4
Bedrijfsinvesteringen	5,6	-5,5	4,7	1,1	6,3
Netto-uitvoer (bijdrage aan groei)	0,4	0,9	0,9	0,1	-0,5
Totale inflatie (HICP)	1,2	0,4	3,2	10,3	2,3
Onderliggende inflatie	1,5	1,4	1,3	4,0	6,0
Werkgelegenheid	1,6	0,1	1,9	2,1	0,8
Werkloosheidsgraad (% van actieve bevolking)	5,4	5,6	6,3	5,6	5,6
Begrotingssaldo (% van bbp)	-2,0	-8,9	-5,4	-3,5	-4,2


www.nbb.be

INFO

33

Uw waardevolle bijdrage aan de conjunctuurbarmeter in minder dan 5 minuten per maand

Waarom?



Waardevolle informatie over het economisch verloop **vóór** de traditionele statistieken beschikbaar zijn



Betere representativiteit
= meer gedetailleerde analyse per sector
= betere positionering van uw bedrijf



Deelname
= **toegang tot meer gedetailleerde resultaten** om u te kunnen vergelijken met sectorgenoten

 **Banque Nationale Bank**
DE REECQUE VAN BELGIË
Eurogroot

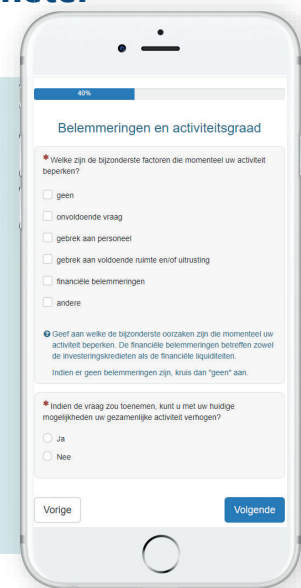
Hoe?

Neem deel aan de enquêtes!

Via een online toepassing:

- uitnodiging per e-mail,
- via een persoonlijke link,
- via elk platform, ook mobiel

Schrijf uw bedrijf
vandaag nog in via

40%

Belemmeringen en activiteitsgraad

Welke zijn de belangrijkste factoren die momenteel uw activiteit beperken?

☐ geen

☐ onvoldoende vraag

☐ gebrek aan personeel

☐ gebrek aan voldoende ruimte en/of uitrusting

☐ financiële belemmeringen

☐ andere

Geef aan welke de belangrijkste oorzaken zijn die momenteel uw activiteit beperken. De financiële belemmeringen betreffen zowel de investeringskredieten als de financiële liquiditeiten. Indien er geen belemmeringen zijn, kruis dan "geen" aan.

Indien de vraag zou toenemen, kunt u met uw huidige mogelijkheden uw gezamenlijke activiteit verhogen?

☐ Ja

☐ Nee

Vorige Volgende

Bronnen en opmerkingen

- 2 Jaarverslag hoofdstuk 1
- 3 Jaarverslag hoofdstuk 1 – pagina 47 & 71
IMF, LSEG.
- 4 Jaarverslag hoofdstuk 1 – pagina 47 & 71
Eurostat (laatste observatie voor inflatie is februari 2024).
- 5 Jaarverslag hoofdstuk 6 – pagina 175 & 180
IEA Energy prices and taxes statistics.
- 6 Jaarverslag hoofdstuk 1 – pagina 53; hoofdstuk 2 – pagina 82
Eurostat, LSEG.
€STR = EONIA minus 8,5 basispunten vóór oktober 2019, vanaf februari 2024 werd €STR verlengd met marktverwachtingen (stippellijn).
- 7 Jaarverslag hoofdstuk 4 – paragraaf 4.1 – vanaf pagina 119
- 8 Jaarverslag hoofdstuk 4 – pagina 120
Eurostat, INR, NBB.
- 9 Jaarverslag hoofdstuk 4 – pagina 121
INR, NBB.
- 10 Jaarverslag hoofdstuk 4 – paragraaf 4.1
INR, NBB.
- 11 Jaarverslag hoofdstuk 4 – pagina 120, 129, 130, 133 & 135
INR, NBB.
INR-statistieken voor het vierde kwartaal van 2023 tonen een scherpe daling van bedrijfsinvesteringen die te wijten is aan uitzonderlijke en tijdelijke verkopen van investeringsgoederen in het buitenland. Die verkoop drijft ook de netto-uitvoer tijdelijk op en compenseert aldus de impact op de bbp-groei. De stippellijntjes op de grafiek tonen het onderliggende verloop van deze componenten, dus gezuiverd voor de uitzonderlijke verkopen.
- 12 Jaarverslag hoofdstuk 5 – pagina 144
INR, NBB.

Bronnen en opmerkingen

- 13 Jaarverslag hoofdstuk 3 – paragraaf 3.3 – vanaf pagina 110
Eurostat, NBB.
- 14 Jaarverslag hoofdstuk 3 – paragraaf 3.1 – vanaf pagina 100
Eurosysteem, INR, NBB.
- 15 Jaarverslag hoofdstuk 3 – paragraaf 3.2 – vanaf pagina 105; hoofdstuk 4 – paragraaf 4.3 – vanaf pagina 131
INR, NBB.
Gemiddelde over de eerste drie kwartalen van 2023.
- 16 Jaarverslag hoofdstuk 8 – pagina 229 & 230
INR, NBB.
Tijdelijke COVID-19-maatregelen (vanaf 2020) en tijdelijke energie- en Oekraïne-crisis gerelateerde factoren (inclusief financiering) vanaf 2022.
- 17 Jaarverslag hoofdstuk 8 – pagina 230, 251 & 252
INR, NBB.
- 18 Jaarverslag hoofdstuk 1 en het deel “Prudentiële regelgeving en prudentieel toezicht”
- 19 Jaarverslag hoofdstuk 1 – pagina 57; hoofdstuk 7 – pagina 220
LSEG, NBB.
- 20 Jaarverslag hoofdstuk 7 – pagina 197 & 203
ECB, Statbel, NBB.
- 21 Jaarverslag hoofdstuk 7 – kader 7 – vanaf pagina 207
NBB.
Deze gegevens komen uit een bij de banken gehouden enquête over de rente. Vóór juli 2016 omvatte de rente op de spaarrekeningen alleen de basisrente. Sinds juli 2016 worden de premies (zoals de getrouwheids- of de groeipremie), indien van toepassing, ook in rekening gebracht. In de praktijk is het mogelijk dat er een bepaalde vertraging is tussen de aanpassing van de getrouwheidspremies door de banken en de gevolgen ervan voor deze gegevens.
- 22 Jaarverslag preambule, hoofdstuk 6 en hoofdstuk 8
- 23 Jaarverslag preambule – alinea 47 – pagina 22; hoofdstuk 6 – paragraaf 6.3 – vanaf pagina 177; hoofdstuk 8 – pagina 244
[IMF \(2023\), ‘How Does Decarbonization Change the Fiscal Equation?’](#), presentatie voor the Peterson Institute tijdens event over ‘The macroeconomic implications of climate action’, 5 juni.

Bronnen en opmerkingen

24 Jaarverslag preambule – alinea 50 – pagina 23

25 Jaarverslag hoofdstuk 6 – paragraaf 6.1 – vanaf pagina 166
Eurostat, NBB.

26 Jaarverslag hoofdstuk 6 – pagina 167
Eurostat, OESO.

PISA (Programme for International Student Assessment) is een grootschalig internationaal vergelijkend onderzoek in verband met de kwaliteit van onderwijs. STEM omvat technologische, technische, wetenschappelijke en wiskundige opleidingen.

27 Jaarverslag hoofdstuk 5 – pagina 145 & 159
Eurostat, Statbel, OESO.
Gemiddelde over de eerste drie kwartalen van 2023.

28 Jaarverslag hoofdstuk 6 – pagina 178
EC, EEA, Eurostat.
Het ETS-systeem (EU Emissions Trading System) regelt de uitstoot van de meest energie-intensieve bedrijven in de EU. De ESR- (Effort Sharing Regulation) reguleert alle emissies die niet onder het ETS-systeem vallen. Dit betreft emissies afkomstig van wegtransport, gebouwen, afvalverwerking en landbouw. De getoonde cijfers houden geen rekening met emissies uit de sector landgebruik, verandering in landgebruik en bosbouw, die onder een andere regelgeving vallen. De doelstelling 2030 voor België werd bepaald op basis van de verdeling tussen de lidstaten van de inspanningen die nodig zijn om de EU-doelstelling te behalen in de ESR-sectoren.

29 Jaarverslag hoofdstuk 6 – pagina 181
IRENA (2022), 'Renewable Power Generation Costs in 2021'; BP (2022), BP Statistical review of world energy 2022, LSEG, IEA (2022), 'World energy outlook 2022'.
De genivelleerde kosten (gemiddelde geactualiseerde eenheidsproductiekosten) van hernieuwbare energie omvatten enkel de kosten van elektriciteitsopwekking, en laten dus netbelasting en seizoensgebonden opslag buiten beschouwing.

30 Jaarverslag preambule – alinea 69, 70 & 74 – pagina 28 & 29

31 Jaarverslag hoofdstuk 6 – kader 5 – vanaf pagina 186